

SAINT-DENIS

Au fur et à mesure

N°70
Octobre 2019

**Saint-Denis, 15 ans d'évolutions
sociodémographiques
1999-2015**

La revue du secteur des études locales

Fondateur : **Jean-Claude Vidal**

SAINT-DENIS

Au fur et à mesure

Ont participé à ce numéro :

Nadège Turpin,

pôle socio-démographie
secteur des études locales

Christine Bellavoine,

sociologue, responsable du
secteur des études locales

coordinaton :

secteur des études locales

Mairie de Saint-Denis - BP 269 - 93205 SAINT-DENIS CEDEX 1

tél. 01 49 33 69 01 - fax. 01 49 33 66 33

christine.bellavoine@ville-saint-denis.fr

Fondateur du secteur des études locales

et de la revue Saint-Denis au fur et à mesure: **Jean-Claude VIDAL**

Le secteur des études locales

Le secteur des études locales anime et édite "Saint-Denis, au fur et à mesure...", revue communale d'études.

Le secteur des études locales a pour mission principale de participer - selon une démarche scientifique - à l'élaboration d'une meilleure connaissance de la société locale et de l'activité municipale afin de favoriser des réflexions prospectives, des réflexions sur les politiques municipales et de conforter le rapport au réel de l'instance municipale.

La démarche du secteur des études locales se mène en resserrant les liens entre chercheurs et acteurs sociaux dans le respect des spécificités de chacun, de leurs rôles et compétences réciproques, ce qui implique autonomie, écoute réciproque et dialogue permanent.

Le secteur des études locales réalise (ou participe à la mise en place) des études de cadrages socio-démographiques et des recherches sur la société locale dans les domaines des sciences sociales. Il suit également des études plus finalisées mises en place par les Directions qui le sollicitent. Il intervient en conseil auprès des Directions pour la mise en place d'études et l'exploitation de données. Il mène, dans son domaine, une mission de coordination, de synthèse et de socialisation des connaissances.

Saint-Denis au fur et à mesure

Les sociétés urbaines connaissent des transformations massives et la société locale se complexifie.

L'élaboration et la mise en œuvre des politiques municipales, au plus près des réalités, nécessitent de plus en plus, la mise en place de démarches scientifiques de connaissance des réalités locales : connaissances plus fines des populations, des grandes problématiques sociales et urbaines, de l'état des rapports sociaux... Elles viennent en complément d'autres formes de connaissance et de rapports à la population qui découlent de l'exercice de la démocratie locale et des missions de service public communal.

Il ne suffit pas de connaître, il faut aussi faire connaître. Depuis 1991, "**Saint-Denis, au fur et à mesure**" se donne pour objectif de constituer un temps fort de socialisation d'informations, de données, d'études, de sources d'information,... Il s'agit avant tout d'un instrument de travail qui vise à favoriser des élaborations collectives contribuant par leurs apports éclairer, *au fur et à mesure*, le mouvement de la société locale dans tous ces aspects. "**Saint-Denis, au fur et à mesure**", publie des textes de socialisation de savoirs, d'études et de recherches élaborés par des acteurs sociaux, par des chercheurs et étudiants et autres partenaires de la Ville.

Comment retrouver rapidement un article dans les différents numéros de « Saint-Denis, au fur et à mesure. » ?

Les derniers numéros : à la fin de chaque numéro de “Saint-Denis, au fur et à mesure”

Trouver l’ensemble des parutions dans **l’index thématique**, en ligne sur le site internet de la ville <http://ville-saint-denis.fr>

Pour consulter la collection sur place : le service documentation, contact au 01 49 33 65 57

SOMMAIRE

Socio-démographie

page 9 **Saint-Denis, 15 ans d'évolutions sociodémographiques,**
Nadège Turpin, secteur des études locales

Page 37 **Annexes tableaux et chiffres complémentaires**

Habitants et activité

Page 54 **Evolution semestrielle des allocataires du RSA**
Secteur des études locales

Sommaire des précédents numéros page 58

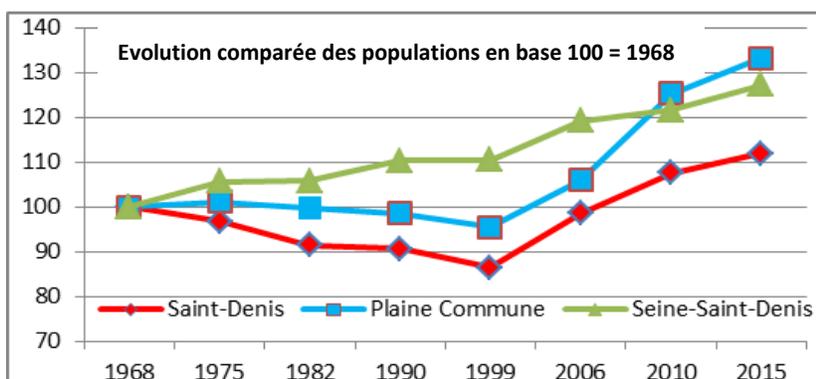
Saint-Denis, 15 ans d'évolutions sociodémographiques

Nadège Turpin

1. Saint-Denis, 112 309 habitants en 2016

Saint-Denis est la 3^{ème} commune d'Ile-De-France après Paris et Boulogne-Billancourt. Au 1^{er} janvier 2016, sa population totale atteint 112309 habitants. Les années 2000 ont marqué une rupture avec la période précédente : de 1975 à 1999, la ville avait perdu 10 300 habitants¹.

Comme le département, l'EPT Plaine Commune connaît une même dynamique liée à l'attractivité d'un parc immobilier en croissance, principalement les communes d'Aubervilliers, Saint-Denis et Saint-Ouen. L'entrée de la commune de Saint-Ouen dans l'EPT en 2013 accroît cet effet. Depuis 2011, la croissance d'Aubervilliers est remarquable : +13%, correspondant à un solde de 10 253 habitants supplémentaires².



1.1 Une progression démographique soutenue

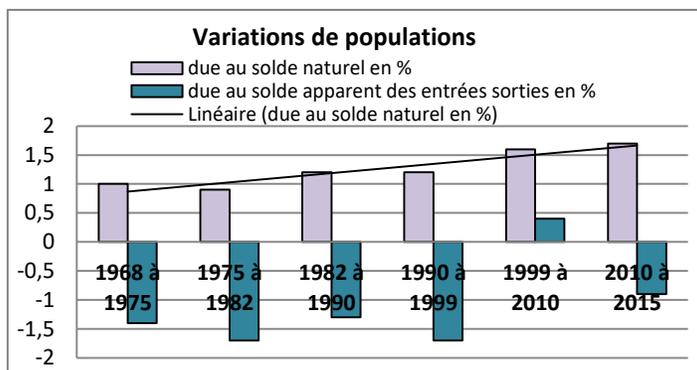
Entre 1999 et 2016, la population totale de Saint-Denis a progressé de 29,3% (+25 438 habitants) (cf. tableau annexe). Il s'agit d'une croissance plus forte et plus

¹ Calendrier annuel des données du recensement de la population sur <https://www.insee.fr> (janvier chiffres de population et juin, données statistiques)

² Voir tableaux annexes

rapide que celle enregistrée dans des villes de taille comparable, inscrites également dans des projets d'aménagement. Ainsi, entre 2006 et 2016, la population s'est accrue de 13,5% à Saint-Denis, de 8% à Boulogne Billancourt et de 6,8% à Montreuil.

La dernière période, 2010-2015, laisse apparaître un rythme de croissance moins soutenu.



Note de lecture : la variation annuelle de population observée de 1982 à 1999 est de +1,2%, et de +1,7% en 2010-2015.

Le taux de natalité reste élevé à Saint-Denis, plus qu'en moyenne départementale. Il est le premier facteur d'accroissement de la ville, fortement corrélé aux caractéristiques de la population, jeune et mobile. Le solde naturel compense largement un solde migratoire légèrement négatif (-0,9%) réapparu entre 2010 et 2015. Cette situation se rencontre dans de nombreuses communes d'IDF (Paris, -1%).

1.2 L'effet du projet urbain sur la démographie

Ce dynamisme démographique est dû à deux phénomènes : la croissance immobilière et la réoccupation d'un important parc vacant en 1999.

Le projet urbain engagé à Saint-Denis depuis le début des années 2000 concerne la reconquête des friches urbaines dans les anciens quartiers industriels (Plaine, Pleyel). A partir de 2008 il se poursuit dans d'autres quartiers avec la rénovation d'un parc privé dégradé (Centre-ville, Gare) et du parc social des années 1960-1970 (PRU Double Couronne, Floreal, Franc Moisin, Sémard, Saint-Rémy...). Ces programmations ont contribué à accroître l'offre de logements de Saint-Denis, avec un solde de 10235 logements supplémentaires en 15 ans, correspondant à une augmentation de 30,7% du parc de la ville. La variété de l'offre et l'amélioration du confort sont deux éléments importants de ces opérations, comme nous le verrons plus loin.

L'évolution de la population par quartier

Si l'arrivée en continu de nouveaux habitants s'effectue dans toute la ville à la faveur d'une mobilité générale des ménages, l'augmentation de population touche différemment les quartiers, en volume et en temporalité. Le quartier de la Plaine est le quartier le plus fortement concerné par l'aménagement. Il représentait 6,9% de la population en 1999, il a vu sa population doubler avec près de 12400

habitants supplémentaires en 2015 (+210%). Le poids démographique relatif de chacun des quartiers dans la ville s'est fortement modifié.

La population du quartier Pleyel Confluence s'est accrue de 61%, celle du quartier Franc Moisin Stade de France a progressé de 21%. Le gain de population a concerné en premier lieu des quartiers faiblement peuplés car peu denses (Plaine, Pleyel, Confluence), les opérations d'aménagement corrigeant alors un certain déséquilibre de peuplement entre le nord et le sud de la ville. Les quartiers plus anciens et urbanisés connaissent également une croissance démographique, tels le Centre-Ville (+14,6%) et Joliot-Curie Lamaze (+11%). C'est globalement au sein des quartiers nord que les effectifs de population ont le moins varié. Ces quartiers connaissent cependant eux aussi une mobilité même si elle est plus faible. Par exemple en 2015, 542 habitants du quartier Floréal Allende Mutuelle habitaient une autre commune l'année précédente (4%), et 509 habitaient un autre logement à Saint-Denis (4,4%).

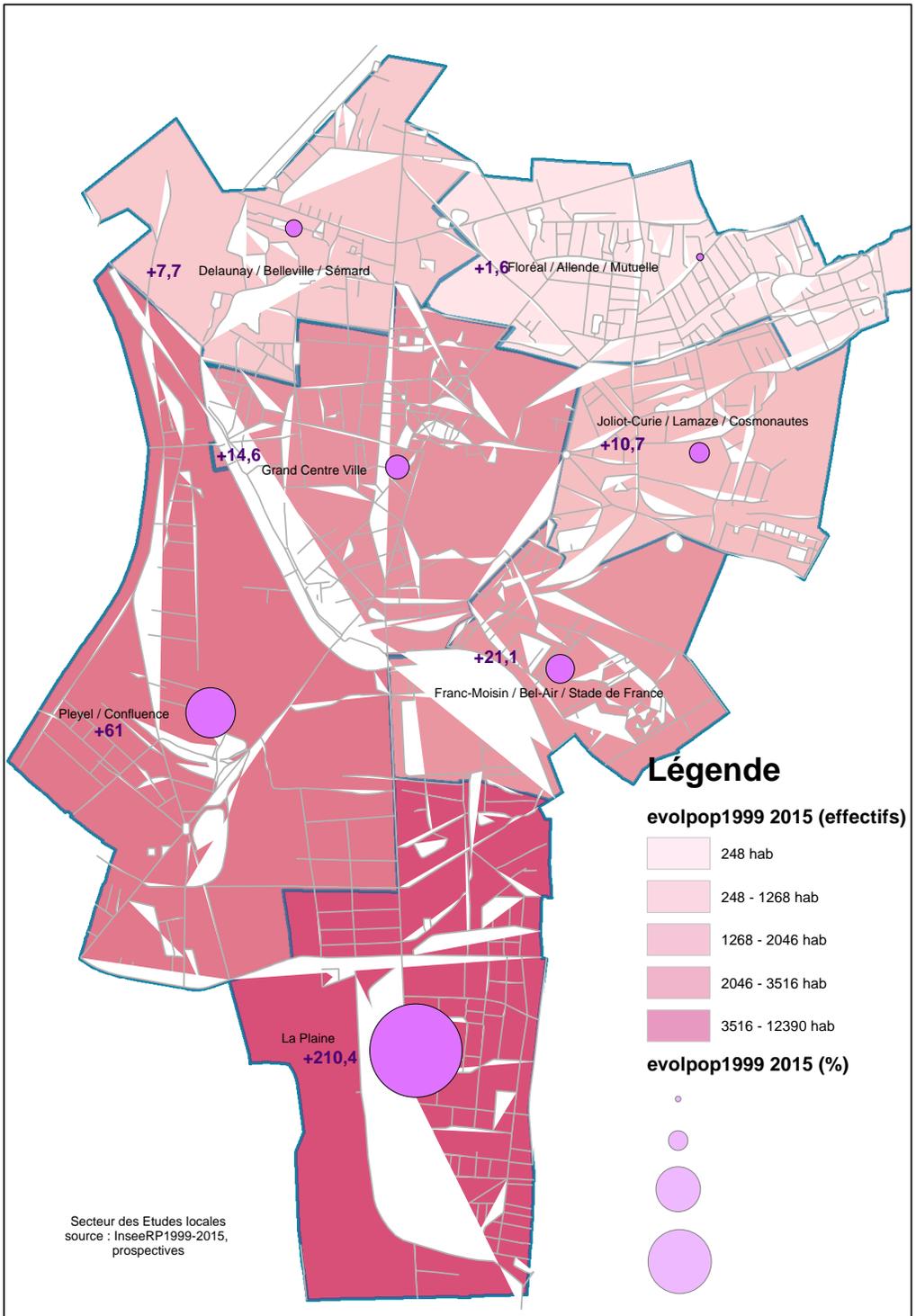
Evolution de la population par quartiers 1999-2015

	Population 1999	% Quartier/ Commune	Population 2015	% Quartier/ Commune	évol pop 1999-2015 (effectifs)	évol pop 1999-2015 (%)
Delaunay Belleville Sémard	16422	19,1	17690	15,9	1268	7,7
Floréal Allende Mutuelle	15821	18,4	16069	14,5	248	1,6
Pleyel Confluence	4620	5,4	7444	6,7	2824	61,1
Joliot Curie Lamaze Cosmonautes	9393	10,9	10394	9,4	1001	10,7
Grand Centre Ville	24054	28,0	27570	24,8	3516	14,6
Franc Moisin Bel Air Stade de France	9721	11,3	11767	10,6	2046	21,1
La Plaine	5888	6,9	18278	16,5	12390	210,4
Total	85919	100,0	111103	100,0	25184	29,3

source: INSEE, exploitations principales 1999, 2015

Données 1999 retravaillées selon le périmètre actuel des 7 quartiers

Carte, évolution de la population par quartiers 1999-2015



1. 3 Mobilité résidentielle et migrations

Qui sont les nouveaux habitants de Saint-Denis ?

6,1% des dionysiens de plus d'un an (6632) n'habitaient pas la ville l'année précédente (au 1^{er} janvier 2014).

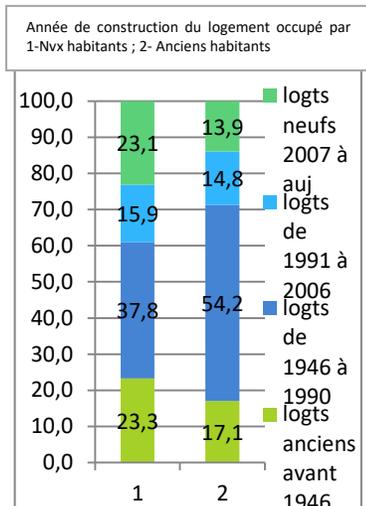
Ces nouveaux habitants sont plutôt jeunes, ils représentent 13,3% des 20-24 ans. Il s'agit notamment des étudiants habitant dans le parc des résidences étudiantes mais aussi d'actifs âgés de 25 à 39 ans (10,2%). Les hommes sont légèrement plus nombreux (52,8%). Dans la classe d'âge de 40 à 54 ans les nouveaux arrivants sont des hommes pour les 2/3 d'entre eux. Dans cette même classe d'âge, 39,4% de ces nouveaux habitants sont de nationalité étrangère (contre en moyenne, 22,3% au sein de la population).

Les nouveaux habitants- provenance, sexe, indicateur de nationalité selon l'âge

	ensemble des habitants	nv habitants (n'habitait pas SD 1 an avant)	% nv habitants/ classe d'âge	provenance nv habitants		profil nvx habitants		
				% venant d'une autre commune en France/ classe d'âge	% arrivant de l'étranger ou d'un DOM/ classe d'âge	% Hommes /nv habitants	% étrangers /nv habitants	% Hommes étrangers /nv habitants
1 à 14 ans	24134	992	4,1	3,5	0,6	48,2	38,7	17,7
15 à 19 ans	6791	402	5,9	4,5	1,4	44,3	36,8	16,2
20 à 24 ans	7828	1040	13,3	11,2	2,1	46,8	30,9	17,4
25 à 39 ans	28312	2895	10,2	9,0	1,2	53,1	42,6	25,6
40 à 54 ans	21706	1005	4,6	4,1	0,5	66,7	57,2	39,4
55 à 64 ans	10543	174	1,7	1,5	0,1	51,7	30,5	21,8
65 à 79 ans	7307	83	1,1	1,0	0,1	45,8	48,2	14,5
80 ans ou plus	2553	42	1,6	1,3	0,4	54,8	50,0	33,3
Ensemble	109174	6632	6,1	5,3	0,8	52,8	41,8	24,5

Source : Insee, RP2015 exploitation principale

Parmi ces 6632 nouveaux habitants tous âges confondus, 4024 sont actifs (2644 sont sans activité, dont 147 retraités). La structure socioprofessionnelle des arrivants est variée et diffère de celle des habitants déjà installés, 19,6% de cadres et professions intellectuelles supérieures (anciens : 12%) ; un peu moins d'employés (32%, v/s 37%) et d'ouvriers (22% v/s 26%).



Les nouveaux habitants (1) occupent principalement le parc privé locatif, ils sont surreprésentés dans le parc ancien d'avant 1946 mais également dans le parc neuf construit après 2007, représentant les deux fois, 23% des nouveaux arrivants. Les dionysiens plus anciens sur la commune et dans leur logement (2) occupent principalement le parc de 1946 à 1990 (54,2%), ce qui correspond à la typologie majoritaire du parc immobilier de la ville, incluant un parc social dont le temps du processus d'attribution favorise les ménages stables sur la commune.

1.4 Entre 2010 et 2015, la part des étrangers progresse de 1,7 point

35116 habitants n’ont pas la nationalité française (31,6%). Par son histoire d’hier et d’aujourd’hui, Saint-Denis est un territoire de migration. Son développement économique s’est constitué avec l’arrivée d’une main d’œuvre immigrée, installée depuis plusieurs générations. On relève aujourd’hui un total de 120 nationalités dont l’algérienne est la première (6187 personnes, soit 16%).

Population de nationalité étrangère 1975 à 2015

années recensements	population	nationalités étrangères		hommes		femmes	
		effectifs nationalités étrangères	% sur pop étrangères	effectifs	% sur étrangers	effectifs	% femmes parmi étrangers
1975	95994	24131	25,1	15588	64,6	8543	35,4
1982	90829	25238	27,8	15268	60,5	9970	39,5
1990	90004	25655	28,5	15065	58,7	10590	41,3
1999	85994	22535	26,2	12439	55,2	10096	44,8
2006	97875	30 485	31,1	16633	54,6	13852	45,4
2010	106785	31 883	29,9	17315	54,3	14568	45,7
2015	111103	35 116	31,6	19616	55,9	15500	44,1

source: RP1975 à 2015, exploitations principales

La population étrangère est majoritairement masculine, la part des femmes tend récemment à diminuer inversant la tendance précédente. Ce phénomène peut être relié d’une part au vieillissement de la population (plus d’hommes âgés, dont en foyers, immigrés de longue date ne repartant pas à la retraite dans leur pays d’origine) et à l’arrivée d’hommes situés dans la tranche des 25-54 ans relevée ci-dessus et appartenant à une nouvelle génération de migrants.

Rem : suite au changement de législation intervenu en 1998, l’Insee signale la sous-estimation des étrangers de – de 15 ans en 1999.

Nationalités selon classes d’âges					
	- de 15 ans	15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 ans ou +	Ensemble
1999	16,0	17,2	32,2	29,4	26,2
2006	28,7	17,7	36,1	33,4	31,1
2010	26,9	17,6	34,4	31,8	29,9
2015	26,7	19,6	36,7	33,9	31,6

source: RP1975 à 2015, exploitations principales

Aujourd’hui 53% des dionysiens âgés de plus de 25 ans sont immigrés (37361)³, 13826 d’entre eux sont naturalisés français. Saint-Denis constitue donc toujours un lieu de brassages culturels.

2. Prospective des logements et des populations attendues, horizons 2023 et 2030+

La programmation immobilière se poursuit, environ 15000 logements supplémentaires sont encore prévus de 2019 à 2030 et plus (hors renouvellement du parc détruit)⁴. La période 2019-2024 verra la réalisation de 5800 à 6370 logements⁵, ensuite à partir de 2024-2026 un volume de 7000 à 8200 logements est en prévision.

³ Définition personne immigrée (INSEE). Personne vivant en France née étrangère à l’étranger

⁴ Source Observatoire du Logement de Plaine Commune

⁵ En fonction des projets le calendrier n’est pas toujours validé, le terrain libéré, le permis déposé, ce qui pourrait faire glisser des livraisons après 2024 ou en non déterminé.

2.1 L'impact du développement urbain à mi-parcours

En 2020-2035, les quartiers les plus concernés par la poursuite des projets immobiliers restent ceux offrant des terrains mutables (Plaine, Pleyel, Confluence).

La population y progressera encore, ainsi que les besoins d'y développer les services publics.

La prise en compte des livraisons de logements intervenues entre le dernier recensement de la population (2015) et aujourd'hui permet d'estimer une population d'environ 115 000 habitants en 2019.

DQ	Population insee 2015	estimations		
		Estimation population 2019	Estimation population 2023	Estimation population 2030+
Semard Delaunay	17690	18223	18358	18300
Floreal Allende Mutuelle	16069	16523	17505	17570
Pleyel Confluence	7444	9605	11782	20400
Joliot Curie Lamaze	10394	10744	11600	11600
Grand Centre ville	27570	29225	31842	32470
Franc Moisin Bel Air Stade de	11767	11939	13091	13160
La Plaine	18278	18857	21052	31100
ville	111103	115114	125230	144600

source: Insee RP2015 et estimation secteur études locales

Ensuite, les projets livrables horizon 2024 porteraient la population à environ 125 000 habitants. Dans la période 2030-2035, à l'issue des constructions actuellement connues, la population dionysienne pourrait atteindre 145 000 habitants⁶. Soit 29 400 habitants supplémentaires.

Ces estimations sont provisoires, elles peuvent être revues à la hausse, à la baisse ou s'étirer dans le temps, elles sont soumises aux rythmes et à l'échéance finale de livraisons aujourd'hui non consolidées. De nouveaux projets peuvent encore émerger, dans les mêmes quartiers ou dans d'autres.

2.2. Evolution des grandes classes d'âges

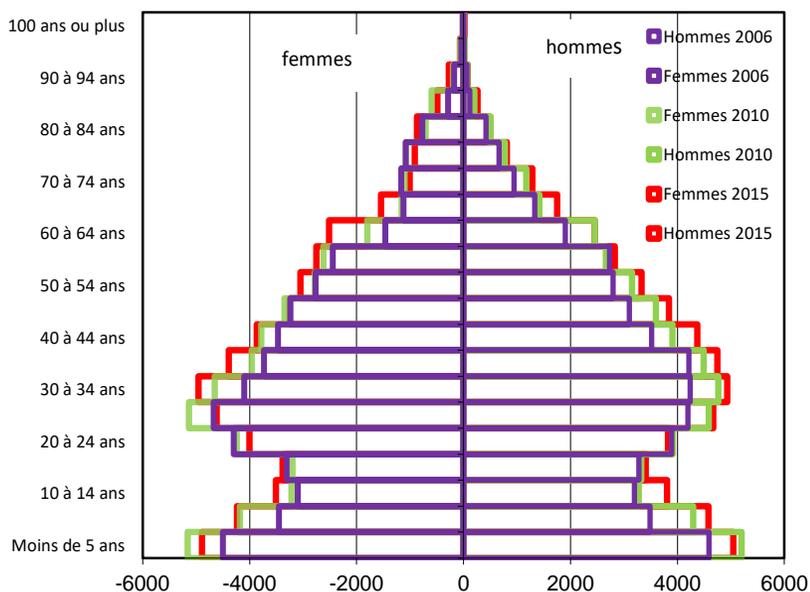
Depuis 1999, l'arrivée massive de populations, principalement jeunes et actives, a des effets visibles sur la pyramide des âges. On relève ainsi entre 1999 et 2010 une présence plus importante de jeunes enfants (0-4 ans) et de jeunes parents (les 25-34 ans), respectivement + 75,4% et + 28%.

⁶ Ce chiffre, 144 600 habitants, est proche de celui présenté dans l'étude 2016-2026 menée par l'observatoire du Conseil Départemental à l'aide de la méthode INSEE-OMPHAL : en fonction des 3 scénarios proposés, la population dionysienne serait comprise entre 140 000 et 144 000 habitants, cf. « La Seine-Saint-Denis en 2026, projections de population », Cédric Poissonnet, DSSD, Observatoire départemental 93, décembre 2015. Voir synthèse dans SDFM, n°66 en 2017

Socio-démographie

En 2015, ces nouveaux arrivants ont vieilli ce qui explique une augmentation des effectifs qui se diffuse désormais au sein d'un plus grand nombre de classes d'âges (les pré-ados, les 10-14 ans et leurs parents, les 35-44 ans). On remarque également la progression des 55-64 ans puis des 75 ans ou plus : elles correspondent à la classe d'âge des papys boomers et à l'ouverture de places supplémentaires en foyers de retraite.

	évol 1999-2006	évol 2006-2010	évol 2010-2015
< 5 ans	35,1%	12,2%	-4,2%
< 20 ans	16,5%	9,2%	3,1%
20-39 ans	14,3%	6,7%	1,1%
40-54 ans	6,2%	8,2%	5,2%
55-64 ans	18,6%	10,4%	9,6%
65 ou +	-5,4%	9,9%	7,8%
75 ou +	0,5%	14,5%	0,8%
ensemble	12,1%	8,3%	3,9%



Zoom sur la prospective de la population de moins de 20 ans

Les 0-5 ans

En 2015, les moins de 6 ans représentent 11855 enfants, soit 10,7% de la population dionysienne. Leurs effectifs ont progressé de 1160 personnes (+10,8%) entre 2006 et 2015.

En supposant que leur proportion reste la même, on estime que les 0-5 ans vont progresser

les 0- 5 ans en 2015 et estimations 2019-2030+					
	2015	2019	2030+	évolution 2019-2030 (effectifs)	évol 2015-2027+ (%)
Semard Delaunay Belleville	1658	1707	1719	13	3,7%
Floreal Allende Mutuelle	1655	1703	1829	126	10,5%
Pleyel Confluence	1100	1344	2726	1383	147,8%
Joliot Curie Lamaze Cosmonautes	882	894	981	87	11,3%
Grand Centre ville	2737	2879	3217	337	17,5%
Franc Moisin Bel Air SDF	1245	1252	1390	138	11,6%
La Plaine	2502	2581	4402	1820	75,9%
ville	11855	12360	16264	3904	37,2%

encore de 3904 enfants entre 2019 et 2030 (+37,2%, soit en moyenne +355 enfants par an).

Les 0-19 ans

En 2015, les moins de 20 ans représentent 32854 habitants, soit 29,6% de la population dionysienne.

Les effectifs ont progressé de 3942 personnes entre 2006 et 2015 (+13%). On estime que leurs effectifs représentent actuellement 34032 jeunes et qu'ils pourraient représenter 43389 individus en 2030, soit environ 9400 personnes de plus entre 2019 et 2030 (en moyenne +851 jeunes de plus par an dont près de la moitié habiteraient la Plaine).

les 0- 19 ans en 2015 et estimations 2019-2030+

	2015	2019	2030+	évolution 2019-2030 (effectifs)	évolution 2015- 2027+ (%)
Semard Delaunay					
Belleville	5143	5294	5333	39	3,7%
Floreal Allende					
Mutuelle	4989	5131	5511	380	10,5%
Pleyel Confluence	2262	2762	5605	2843	147,8%
Joliot					
Curie,Lamaze,Cosm					
onaves	3046	3091	3391	300	11,3%
Grand Centreville	7197	7571	8458	887	17,5%
Franc Moisin Bel Air					
SDF	3799	3821	4242	421	11,6%
La Plaine	6167	6363	10849	4486	75,9%
ville	32854	34032	43389	9357	32,1%

sources : Insee RP2015 + estimation SEL selon programmations parcs neufs

3. Un parc de logements en transformation

En 2015, la ville compte un total de 46934 logements, soit 8516 de plus qu'en 1999 (2010-2015 :+2819 unités, +6,4%). Au sein du parc global, on recense 43600 logements occupés en résidences principales (92,9%) soit 2315 résidences de plus qu'il y a 5 ans. Le reste du parc immobilier est constitué de 279 résidences secondaires ou occasionnelles (0,6%) et de 3055 logements vacants (6,5%).

Évolution du nombre de logements par catégorie

	1968	1975	1982	1990	1999	2006	2010	2015
Ensemble	34601	37901	37794	37639	38418	40637	44115	46934
Résidences principales	33430	34392	33987	34394	33356	37978	41285	43600
Résidences secondaires et logements occasionnels	107	247	302	876	653	448	405	279
Logements vacants	1064	3262	3505	2369	4409	2211	2425	3055
Résidences principales	96,6	90,7	89,9	91,4	86,8	93,5	93,6	92,9
Résidences secondaires et logements occasionnels	0,3	0,7	0,8	2,3	1,7	1,1	0,9	0,6
Logements vacants	3,1	8,6	9,3	6,3	11,5	5,4	5,5	6,5

Sources : Insee, RP1968 à 1999 dénombremments, RP2006, 2010, 2015 exploitations principales.

Lecture 1968-2015 : sur cette longue période l'évolution significative du parc est lié à 2 phases d'intense construction. La première est celle de la construction des cités d'habitat social (1968-1975:

+3300 unités, + 9%) ; la seconde, actuelle, a débuté au début des années 2000 (2006-2010 : +3470, +8,5%) et se poursuit durablement. Aussi sur la dernière période 2010-2015 , la parc a progressé de +6,4% à Saint-Denis (+2819), de + 5,5% en Seine-Saint-Denis et de + 4% en IDF.

3.1 Un chiffre de 3055 logements vacants, en légère hausse

Pour le recensement un logement vacant est un logement habitable mais momentanément inoccupé dans l’attente d’un prochain occupant, locataire ou acquéreur⁷. L’augmentation de la vacance ne peut être prise isolément des fortes mobilités actuelles et de la résorption de l’habitat dégradé en cours dans certains quartiers.

La vacance est généralement corrélée à l’ancienneté du parc et à son confort, notamment à sa taille. De ce point de vue, le taux de vacance peut être très différent selon les quartiers et leur patrimoine. Dans l’habitat ancien, les logements sont en moyenne plus petits et d’un moindre confort, voire même dégradés. A contrario, les quartiers d’habitat social où les logements sont plus spacieux et bénéficient d’un état de confort souvent supérieur connaissent les taux de vacance les plus faibles (de 2 à 4%).

Ainsi en 2015, 10,4% des logements construits avant 1946 sont vacants, contre seulement 4,3% des logements construits après 2006 ; c’est le cas également de 9,1% des logements de 1 à 2 pièces contre 1,5% des 5 pièces et plus.

Part de la vacance selon la taille des logements

	logts 2006 % vacants		logts 2015 % vacants	
1 pièce	5879	7,5	6637	10,3
2 pièces	11502	7,7	14305	8,6
3 pièces	12455	4,9	14079	5,8
4 pièces et+	10801	2,6	11913	2,8

source: Insee, RP 2006 et 2015

3.2 Le confort des résidences principales s’améliore

Le parc de logements se renouvelle. A la faveur d’opérations publiques et privées, des logements dégradés ont été détruits ou considérablement transformés ; de nouveaux logements sont construits et tout ceci tend à améliorer le confort global des résidences principales, en témoignent plusieurs indicateurs : d’une part, le recul du parc privé potentiellement indigne ; également le nombre et la part des logements datant d’avant 1949 qui recule tout au long de la période (1999-2006 : - 189 unités) et la progression du poids du parc neuf daté d’après 1999 au sein du parc global. Aussi, la part des résidences ne disposant pas de salle de bain dans le logement (pièce dédiée) passe de 11% en 2010 à 9% en 2015 (-387 unités).

La part du parc neuf s’accroît

Le poids du parc neuf s’accroît au sein des résidences principales. Mécaniquement, la part des ménages occupant des logements plus récents s’accroît : en 2015, 11,6% des résidences principales ont moins de 6 ans (construites de 2006 à 2012), contre 5% en 2006 (construites de 1999 à 2003).

⁷ peut-être déjà existant mais non encore présent lors de la collecte du recensement

De 2010 à 2015, ce sont les résidences de 3 pièces qui ont le plus progressé en effectifs comme en pourcentage (+ 1065 unités, +8,8% contre +5,6% en moyenne). En 2015, 56,7% des résidences comptent 3 pièces et plus. En moyenne, on compte 2,8 pièces par résidence (soit 4 pièces en maison et 2,7 en appartement). L'amélioration du confort des résidences n'influe pas sur la taille moyenne des ménages (2,48 pers).

Année de construction des résidences principales

	2015	2015%	2006	2006%	1999	1999%
Avant 1949 (avant 1946 au RP2015)	8948	21,0	11466	31,6	11655	34,9
De 1949 à 1974 (de 1946 à 1970 au RP2015)	11781	27,7	15087	41,5	13761	41,2
De 1975 à 1989 (de 1971 à 1990 au RP2015)	10681	25,1	5424	14,9	5228	15,7
De 1990 à 1998 (de 1991 à 2005 au RP2015)	6203	14,6	2576	7,1	2721	8,2
de 1999 à 2003 (de 2006 à 2012 au RP2015)	4959	11,6	1788	4,9		
Ensemble	42572	100,0	36341	100,0	33365	100,0

Source : Insee, RP1999, 2006, 2015 exploitation principale

La part du parc privé potentiellement indigne (PPI) recule

Cet indicateur est construit à partir de plusieurs sources dont les revenus des ménages, la valeur et l'ancienneté du logement. Ainsi, le croisement des catégories cadastrales 6, 7 et 8 (faible valeur foncière) avec les ménages à bas revenus (revenus de 70 à 150% en dessous du seuil de pauvreté⁸) permet de dénombrer les habitations risquant d'entrer dans un processus de dégradation. En 2015, 4123 résidences sont considérées potentiellement indignes⁹ au sein des 20818 résidences privées de la ville (20%). En 10 ans, ce pourcentage a diminué de 14 points. Cette baisse traduit deux phénomènes, la réduction du nombre de logements très anciens, en miroir de la mise à disposition d'un plus grand nombre de logements neufs ou rénovés et l'arrivée de ménages plus aisés.

3.3 Diversification des statuts d'occupation

L'évolution du statut d'occupation du parc occupé illustre la diversification de l'offre de logements. L'ensemble des effectifs - des locataires du parc privé et public et des propriétaires occupants - progresse à l'exception des ménages logés gratuitement. Cependant le poids relatif de chaque catégorie connaît certaines

Evolution du statut d'occupation des résidences principales

	2015		2010		2006		1999	
	effectifs	%	effectifs	%	effectifs	%	effectifs	%
Ensemble	43600	100	41285	100	37978	100	33365	100
Propriétaire	10206	23,4	9503	23,0	7737	20,4	7442	22,3
Locataire	32400	74,3	30494	73,9	29146	76,7	24795	74,3
dont logement HLM loué vide	17067	39,1	15580	37,7	16446	43,3	15459	46,3
dont logt privé, loué vide ou	14339	32,9	13626	33,0	11605	30,6	8208	24,6
Logé gratuitement	994	2,3	1288	3,1	1095	2,9	1128	3,4

source : Insee, RP 1999, 2006, 2010 et 2015

⁸ Voir infra « pauvreté des ménages » pour la définition du seuil de pauvreté

⁹ Voir en annexe, carte cadastrales du PPI 2015 de Plaine Commune

variations en 15 ans: de 1999 à 2006, la part des locataires a progressé de 2 points à la faveur du locatif privé (+6 pts).

En raison de la plus grande diversité de la typologie du parc neuf construit (60% parc privé/40% social), la part du parc HLM tend à reculer mécaniquement de 1999 à 2010 (-8,6 pts), elle progresse ensuite (+1,4 point/ + 1487 unités). En 2015, 74,3% des dionysiens sont locataires de leur logement, 39,1% en HLM (loués vides hors logements étudiants).

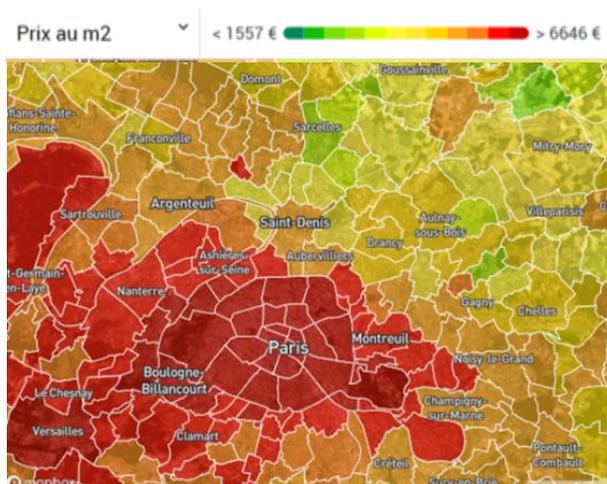
Les propriétaires occupants, en recul entre 1999 et 2006, en valeur relative, ont progressé de 3 points depuis 2006 (+ 2469 unités).

3.4 Saint-Denis, au cœur d'un marché immobilier tendu

Saint-Denis est une ville populaire de la banlieue parisienne. Son attractivité pour un grand nombre de ménages venus s'y installer aujourd'hui comme hier repose sur ses caractéristiques propres : des prix de logements modérés, sa proximité immédiate de Paris, et de grandes infrastructures urbaines, son centre-ville développé, son patrimoine historique et culturel et ses services publics (santé, éducation, culture, transports...).

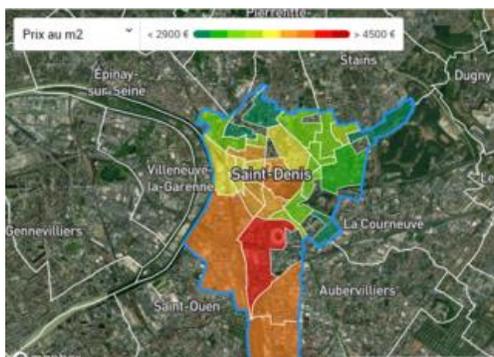
Dans le contexte toujours actuel d'une hausse des prix de l'immobilier parisien, Saint-Denis connaît un regain d'attractivité pour les jeunes ménages en recherche d'un logement familial.

Une rapide analyse des transactions immobilières (achat, location) montre que Saint-Denis comme



Aubervilliers restent des villes accessibles aussi bien pour la location que pour l'achat d'un logement. A la différence d'autres villes limitrophes de Paris, gagnées par la pression du marché immobilier de la capitale, les deux villes (et plus globalement Plaine Commune) semblent mieux résister (voir tableau des prix en annexe). Au sein du parc privé, le prix moyen d'achat d'un appartement à Saint-Denis est de 3609€ le m², il est légèrement supérieur à celui observé à Aubervilliers (3383€) ou à Argenteuil (3260€), mais en deçà de Montreuil (5371€)¹⁰.

¹⁰ Estimations de prix au 1 septembre 2018, exprimés en net vendeur hors frais d'agence et notaires sur la base de deux sources complémentaires, les transactions de la base BIEN des Notaires de Paris-Ile de France et les dernières transactions remontées par les agences immobilières partenaires de Meilleurs Agents. <https://www.meilleursagents.com/prix-immobilier/ile-de-france/>



Un zoom infracommunal montre néanmoins l'existence de prix plus élevés en centre-ville et au sud qu'au nord. A Saint-Denis, le prix moyen d'un appartement peut ainsi varier selon les zones de 2209€ le m² pour les moins chers à 5504€ pour les plus onéreux (Plaine).

4. Evolution des ménages et des familles

4.1 Plus de ménages d'une personne et de familles monoparentales

Concernant la taille des ménages, on remarque à la fois la progression de la part des ménages d'une personne, liée notamment au nombre de résidences étudiantes en hausse¹¹ et d'autre part la progression des familles monoparentales.

Ménages selon leur composition	2015		2010		2006	
	effectifs	%	effectifs	%	effectifs	%
Ensemble	43600	100	41278	100	37960	100
Ménages d'une personne	15552	35,7	14148	34,3	13092	34,5
Hommes seuls	8158	18,7	7222	17,5	6534	17,2
Femmes seules	7394	17	6927	16,8	6558	17,3
Autres ménages sans famille	2972	6,8	2454	5,9	2001	5,3
Ménages avec famille(s) dont la famille principale est :						
Un couple sans enfant	6350	14,6	6412	15,5	6021	15,9
Un couple avec enfant(s)	12395	28,4	12517	30,3	11446	30,2
Une famille monoparentale	6331	14,5	5747	13,9	5398	14,2
fam avec enfants	18726	74,7%	18264	74,0%	16844	73,7%
fam monop/familles	6331	25,2%	5747	23,3%	5398	23,6%
fam monop/familles avec enfants	6331	33,8%	5747	31,5%	5398	32,0%

Sources : Insee, RP2006, 2010, 2015 exploitations complémentaires.

La part des familles monoparentales est supérieure à celle du département, elle représente 25,2% de l'ensemble des familles et 33,8% des familles avec enfants (30% en SSD). Ces familles sont plus exposées aux difficultés économiques en raison de l'unique source de revenu et de la difficulté pour le parent seul - une femme dans 88% des cas- de concilier vie familiale et professionnelle.

¹¹ On recense seulement 3,8% de ménages dont la personne de référence est âgée de 20 à 24 ans, ils sont 6,6% parmi les ménages d'une seule personne. Par ailleurs, 30% d'entre eux ont entre 25 et 39 ans et 38% ont + de 55 ans.

Les familles nombreuses progressent également

Parmi les 25 548 familles résidant à Saint-Denis, 1/3 n'ont pas d'enfants. 17172 (67,2%) ont des enfants âgés de moins de 25 ans. La part des familles comptant 3 enfants ou plus est relativement plus importante qu'en moyenne départementale et tend à progresser. Ceci peut être relié à la fois à l'évolution du parc (+ de 3 pièces) et aux difficultés à décohabiter pour les jeunes adultes.

	2015	%	2010	%	2006	%
Ensemble	25548	100	25117	100	23293	100,0
Aucun enfant	8376	32,8	8077	32,2	7671	32,9
1 enfant	6836	26,8	6908	27,5	6566	28,2
2 enfants	5465	21,4	5500	21,9	5019	21,5
3 enfants	3129	12,2	2985	11,9	2466	10,6
4 enfants ou plu.	1742	6,8	1647	6,6	1570	6,7

Sources : Insee, RP2006, 2010 et 2015 exploitations complémentaires.

5. Le pôle d'emplois de Plaine Commune rayonne à l'échelle métropolitaine

En 2015, l'EPT Plaine Commune compte 198203 emplois, dont 84851 localisés à Saint-Denis (43%). Le nombre d'emplois dionysiens a progressé de 35513 unités en 15 ans. Cette évolution soutenue de l'emploi tient beaucoup à des transferts d'établissements et de salariés, il s'agit essentiellement d'emplois tertiaires (85%) dont 45% sont occupés par des femmes.

Les emplois localisés à Saint-Denis

					évolution 1999-2006		évolution 2006-2010		évolution 2010-2015		% emplois 2015
	1999	2006	2010	2015	effectifs	%	effectifs	%	effectifs	%	
emplois	49338	65350	73 846	84851	16012	24,5	8496	13,0	11005	14,9	
emplois tertiaires	38041	53217	62086	71937	15176	28,5	8869	16,7	9851	15,9	84,8
emplois féminins	20762	28701	32 797	38228	7939	27,7	4096	14,3	5431	16,6	45,1
emplois cadres	10278	19328	24 982	32146	9050	46,8	5654	29,3	7164	28,7	37,9

Source : Insee, RGP 1999, RP 2006, 2010 et 2015 exploitation complémentaire.

Le projet urbain décidé à l'échelle intercommunale intègre un pan immobilier d'entreprises qui a considérablement modifié le tissu économique du territoire. Compte tenu de la forte demande en foncier d'entreprise, de grands groupes y ont transférés leurs sièges sociaux. Les communes du sud de l'EPT (dont Saint-Denis, Saint-Ouen) présentent un tissu d'entreprises de plus grande taille et tendent à se spécialiser dans des activités métropolitaines (gestion, banques, commerce inter-entreprises, prestations intellectuelles, recherche et développement, culture et création). Pour cela, à Saint-Denis, la part des emplois de cadres y est surreprésentée (38%) par rapport à la situation moyenne en France (17,8% de cadres).

Ces grandes entreprises appartiennent à l'écosystème du Grand Paris, le pôle d'emplois de l'EPT rayonne à l'échelle métropolitaine, voire internationale qui excède de beaucoup l'offre locale de main d'œuvre.

Structure CSP: comparaison emplois localisés à Saint-Denis / actifs résidents à SD et en FR Métropolitaine 2015

	emplois localisés		dionysiens en emploi		français en emploi
	effectifs	%	effectifs	%	%
Agriculteurs exploitants	19	0,0	2	0,0	1,6
Artisans, com, chefs d'entr	2500	3,0	1924	4,5	6,5
Cadres, professions intellectuelles sup.	32146	38,0	6207	14,5	17,8
Professions intermédiaires	21957	26,0	9021	21,1	25,9
Employés	17738	21,0	15181	35,5	27,8
Ouvriers	10216	12,1	10410	24,4	20,4
Ensemble	84576	100,0	42745	100,0	100,0

Source : Insee, RP2015 exploitation complémentaire.

Lecture : Au sein du pôle d'activité de Saint-Denis, la structure des emplois est en décalage avec les actifs résidents à Saint-Denis de même qu'avec la moyenne des actifs français. Ainsi à Saint-Denis 14,5% des actifs en emploi sont cadres ; 17,8% en France métropolitaine contre 38% dans le pôle d'emplois de Saint-Denis ; 29,8% dans celui d'IDF).

Au nord de l'EPT, les communes ont, quant à elles, un tissu d'activités plus présentiel tourné vers les besoins de la population, les résidents ou les usagers du territoire¹². La proximité des réseaux de transports lourds et leur développement à la faveur de grands projets (JO, Grand Paris) et de l'implantation des grands sièges sociaux d'entreprise est susceptible d'accélérer encore cette transformation économique, et d'accentuer ces polarités nord/ sud.

L'EPT attire de nombreux actifs franciliens. Les échanges navettes domicile/travail s'effectuent en effet à l'échelle de la région : 21% des titulaires des emplois localisés à Saint-Denis habitent Paris ; 20% le Val d'Oise ; 17% une autre commune de la Seine-Saint-Denis. L'évolution 2010-2015, montre que les échanges avec des territoires non limitrophes tendent à s'accroître (l'Essonne, les Yvelines, le Val de Marne et la Seine et Marne). De la même façon, les dionysiens vont travailler dans d'autres communes et départements, seuls 27% d'entre eux travaillent à Saint-Denis, c'est le cas également de 30% des franciliens qui travaillent dans leur commune de résidence.

6. Activité, emploi et chômage des dionysiens

Parmi les 75180 habitants âgés de 15 à 64 ans, 73,2% sont actifs; 12,9% sont inactifs (dont femmes au foyer et autres inactifs), 10,7% sont étudiants, et 3,2% retraités.

¹² Voir Insee Analyse IDF, n° 45 novembre 2016, Plaine Commune, un territoire qui confirme sa place de pôle d'emploi dans la métropole du Grand Paris <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2418439>

6.1 Une progression fragile du taux d'activité

Le taux d'activité des habitants tend à progresser de façon continue depuis les années 1990, soutenu par l'activité féminine.

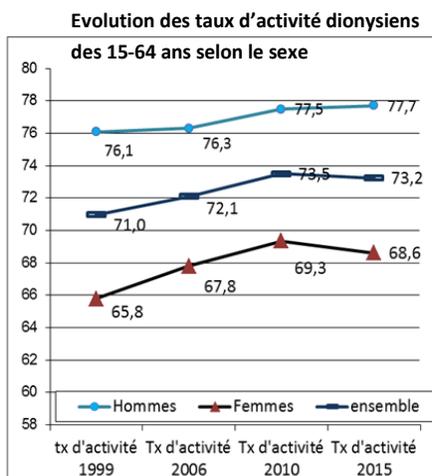
Les taux d'activité dionysiens sont proches de ceux du département, mais en deçà des autres moyennes de comparaison, et l'écart des taux homme/femme est aussi plus important.

Lecture : entre 1999 et 2010, le taux d'activité progresse et se stabilise ensuite autour de 73%, cette progression est principalement tirée par l'activité féminine (+3,5 pts).

2010-2015 : tassement du même indicateur lié à la diminution du taux féminin.

La situation de l'IDF avec 76,3% d'actifs est particulière étant donnée la structure des CSP (+ de cadres).

Mais, la comparaison avec les communes proches, Montreuil et Argenteuil montre que c'est l'inscription des dionysiennes sur le marché du travail, encore insuffisante et la discontinuité de carrière de certains actifs dionysiens, qui expliquent ces forts écarts. A Saint-Denis, entre 1999 et 2015, le taux d'activité des hommes âgés de 40 à 59 ans est passé de 90,5% à 88,8%.



Taux d'activité des 15-64 ans en %, comparaison

	France	IDF	SSD	SD	Argenteuil	Montreuil
Ensemble	73,7	76,3	73,2	73,2	75	78,3
Hommes	76,8	79,1	77,3	77,7	80	80,6
Femmes	70,7	73,6	69,1	68,6	70,3	76

Source : Insee, RP2015 exploitation principale

6.2 Le chômage, élevé, continue de progresser

En 2015, 23,7% des actifs dionysiens (15-64 ans) sont au chômage, ils se déclarent en recherche d'emploi, qu'ils soient inscrits ou non sur les listes de Pôle emploi (14,2% en France). On observe une hausse modérée mais continue du chômage entre 2006 et 2015 (+2 pts ; idem en France), s'exerçant sur une population étrangère ou sans qualification déjà fortement touchée.

La situation des actifs selon la nationalité montre un important décalage dans l'accès à l'emploi¹³. Entre 2006 et 2015, le taux d'activité progresse surtout parmi les dionysiens étrangers

Actifs 15 ans ou + selon le sexe et la nationalité				
	Tx activ 2006	Tx activ 2015	chom 2006	chom 2015
ensemble	64,7	65,6	21,3	23,5
français	66,0	65,8	18,0	20,0
étrangers	61,9	65,3	28,9	30,3
hommes fr	70,7	69,6	18,1	21,0
hommes étrangers	67,8	72,4	25,6	27,6
femmes fr	61,9	62,3	17,9	19,2
femmes étrangères	54,6	55,9	34,1	34,9

Source : Insee, RP2015 exploitation principale

(+3 points) et le taux de chômage évolue quant à lui de façon quasi-équivalente pour les étrangers et les français (+ 1,4 à 2 points), en revanche le niveau de chômage est plus important pour les étrangers : il touche 30,3% des actifs étrangers contre 20% des français. L'écart est encore plus grand entre les femmes : parmi les actives de nationalité étrangère, 35% sont au chômage (soit 15 points de plus que pour les françaises).

Comme observé par ailleurs, le chômage touche principalement les ouvriers et les employés, néanmoins le tableau relève des écarts entre les territoires pour toutes les CSP.

	Taux de chômage des 15-64 ans selon la CSP		
	Saint-Denis	dept 93	FR
Ensemble	23,7	19,0	14,2
Artisans, comm, chefs d'entr	16,2	12,3	7,6
Cadres et Prof lintell Sup	8,3	6,7	4,6
Professions intermédiaires	16,4	12,3	9,4
Employés	22,6	19,4	16,3
Ouvriers	24,5	22,4	20,0

Sources : Insee, RP2015, exploitations complémentaires.

6.3 Des conditions d'emploi relativement stables

Le taux d'emplois en CDI (ou fonction publique) est relativement stable (SD 82,4% / Fr, 85%).

Condition d'emploi de la population active occupée de 15 ans ou plus

	effectifs 2006		effectifs 2010		effectifs 2015	
	effectifs	%	effectifs	%	effectifs	%
salariés	36432	100,0	39211	100,0	39933	100,0
En contrat d'apprentissage	594	1,6	715	1,8	816	2,0
Placés par une agence d'intérim	1024	2,8	937	2,4	973	2,4
Emplois-jeunes, CES, contrats de qualif.	329	0,9	175	0,4	280	0,7
Stagiaires rémunérés en entreprise	156	0,4	175	0,4	165	0,4
Autres emplois à durée limitée	4439	12,2	5013	12,8	4778	12,0
soit emplois précaires	6542	18,0	7015	17,9	7012	17,6
CDI Emplois sans limite de durée	29889	82,0	32196	82,1	32921	82,4

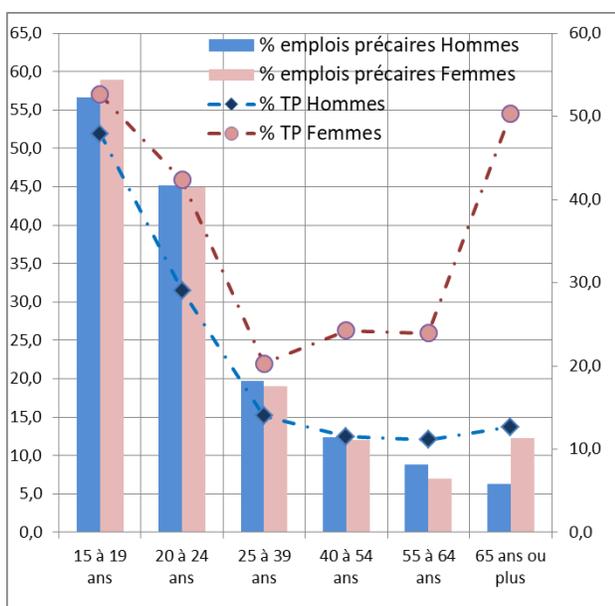
Source : Insee, RP2006 2010 2015 exploitation complémentaire

¹³ En 2016, la DARES a mesuré les risques discriminatoires liés à « l'origine » pour 3000 candidatures dans 40 entreprises de 1000 salariés et plus. A niveaux et compétences rigoureusement égaux, en n'ayant uniquement la consonance d'origine étrangère pour le nom et le prénom, les résultats globaux montrent que les recruteurs ont été plus souvent intéressés par les candidatures « hexagonales » que par les candidatures « maghrébines » : le taux de réponses positives est respectivement de 47 % et 36 % des candidatures envoyées, soit un écart moyen de 11 points. Pour certaines entreprises d'un même secteur d'activité cet écart peut être plus important (de 15 à 35 points).
<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2016-076.pdf>

Le temps partiel concerne plus particulièrement les femmes (24,6% des salariées de 15-64 ans) que les hommes (14,1%) et ce, tout au long de leur carrière.

En début de parcours pour les deux sexes, il coïncide avec la précarité des contrats d'insertion professionnelle (en alternance et autres emplois non pérennes). Ainsi dans le graphique en barres chez les 15-19 ans, 56% (hommes) à 59% (femmes) des contrats sont précaires. La courbe qui représente le taux de temps partiels chute plus rapidement chez les hommes (pour les 20-24 ans: 29% des hommes ; 42% des femmes à temps partiel). Entre 25 et 64 ans l'écart se creuse, pour des raisons de conciliation des temps familiaux.

Conditions d'emploi des actifs selon le sexe et l'âge



Les femmes travaillant après 64 ans sont peu nombreuses (141). Elles connaissent plus de précarité que les hommes, sans doute due à un déroulement de carrière plus accidenté, à une entrée tardive en emploi (après une séparation), au retrait de certaines au moment de l'éducation des jeunes enfants, et aux difficultés à solder une carrière incomplète.

7. Une ville populaire dont l'hétérogénéité s'accroît

Un certain nombre d'indicateurs du profil socio-économique des ménages confirment au fil des mises à jour annuelles des données de cadrage, l'accroissement de l'hétérogénéité de la population dionysienne. Cette polarisation entre des ménages socio-économiquement plus fragiles et de plus aisés se lit désormais dans la dynamique des quartiers.

7.1 Progression des diplômés du supérieur

29438 dionysiens de plus de 15 ans (non scolarisés) disposent d'un diplôme supérieur ou égal au bac (40,3%). 11308 disposent d'un CAP ou BEP (15,5%). La part des habitants diplômés progresse depuis 1999 au sein de la population (+ 10

pts). Il s'agit particulièrement des diplômés du supérieur (+10 points)¹⁴ et des bacheliers (+6 points).

Désormais, 32416 personnes soit 44,3% des plus de 15 ans n'ont pas de qualification¹⁵ contre 54% en 1999. Contrairement à la moyenne française, avec le recul des CAP et BEP, la ville tend à se polariser entre des habitants diplômés, voire très diplômés et des habitants sans qualifications. Même si une majorité de

Diplôme le + élevé de la pop non scolarisée de 15 ans					
	SD 1999	SD 2006	SD 2010	SD 2015	FR 2015
Diplôme d'études sup (bac +2, et +)	14,0	17,1	20,5	24,3	28,3
Baccalauréat ou brevet professionnel	10,5	13,9	15,7	16,0	16,8
CAP ou BEP	21,4	17,0	16,9	15,5	24,4
sans qualification (dont BEPC, CEP, Aucun diplôme)	54,1	52,0	47,0	44,3	30,5

personnes âgées sont sans qualifications (71% des 65 ans et +, 53% des 55-59 ans), les jeunes générations restent concernées : 36,7% des 15-24 ans non scolarisés sont sans qualification (contre 23,4% en moyenne en France métropolitaine).

Entre 2006 et 2015, ce recul des sans qualification s'opère particulièrement à Pleyel (-11,5 pts) et à la Plaine élargie (quartier Plaine + Lendit + Stade de France, -10,4 points) où les diplômés du supérieur représentent désormais 32,2% des +15 ans, soit 4 points de plus qu'en moyenne nationale.

7.2 Une structure des catégories socioprofessionnelles plus différenciée entre les quartiers

Globalement de 1999 à 2015, la structure des catégories socio-professionnelles a peu évolué à l'échelle de la ville. Saint-Denis reste une ville populaire où les catégories Ouvriers et Employés sont significativement plus représentées qu'en moyenne régionale et nationale (62,7% contre 55,7% en Seine-Saint-Denis et 51% en France métropolitaine). Comme observé au plan national, la tendance locale est au rétrécissement de la catégorie Ouvriers depuis les années 1980, (passée de 50% en 1975 à 26% aujourd'hui à Saint-Denis), au profit de celle des employés (26% à 36,8%), dans le même temps les professions intermédiaires progressent de 5 points (de 15,2%, à 20,3%).

Evolution de la structure des CSP des actifs 15 ans et + de 1975 à 2015

	Saint-Denis							France Métrop 2015	France Métrop 2006
	1975	1982	1990	1999	2006	2010	2015		
Artisans, commerçants, chefs d'entr	3,8	3,8	4,1	4,1	4,1	4,1	4,3	6,2	5,9
Cadres et prof intell supérieures	3,9	5,3	8,7	8,1	9,6	12,5	12,7	16,3	15,5
professions intermédiaires	15,2	15,6	16,7	19,5	20,3	21,4	20,3	25,0	24,6
employés	26,5	32,1	31,4	36,4	37,6	35,2	36,8	28,9	28,5
ouvriers	50,5	43,1	39,0	31,9	28,4	26,8	25,9	22,2	23,4
	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Insee, RGP1975 à 1999 et RP2006 à 2015 exploitation complémentaire

¹⁴ Effet de la construction de logements étudiants

¹⁵ Sans diplôme ou ne disposant que du BEPC ou CEP.

La période récente, 2006-2015, est cependant marquée par la progression de la part des « cadres et professions intellectuelles supérieures » (CPIS) au sein de la population. Cette catégorie passe ainsi de 9,6% des actifs en 2006 à 12,5% en 2010.

La tendance est plus ou moins marquée à l'échelle infra communale au sein des 39 zones appelées IRIS¹⁶. En effet, la part des CPIS progresse dans tous les IRIS à l'exception de 3 (à Sémard et Franc Moisin) caractérisés par l'habitat social, où les CPIS étaient déjà peu présents en 2006 et régressent en 2015 (3% de CPIS en 2006, 1% à 2% en 2015).

On peut ainsi dégager 3 tendances. Compte tenu du profil socioprofessionnel des actifs résidents au cours de la période 2006-2015, certains quartiers ont renforcé des caractéristiques déjà existantes, d'autres n'ont pas ou peu connu de modification du tissu social ; les derniers constituent de nouveaux lieux d'installation pour les classes moyennes et supérieures.

Des quartiers renforçant des caractéristiques existantes

Dans certains quartiers les cadres et professions intellectuelles supérieures (CPIS) sont peu présents en 1999, 2006 et 2010, c'est toujours le cas en 2015. Il s'agit principalement de quartiers où prédomine une offre de logements sociaux (Franc Moisin, Sémard, Allende, Joliot-Curie Saint-Rémy, Floréal, Chantilly-Barbusse, Courtille et la Saussaie).

A l'inverse, les CPIS sont plus présents dans les quartiers où l'habitat privé domine, le Centre-ville, Delaunay Belleville, Porte de Paris. L'implantation des classes moyennes et supérieures y est ancienne et plus marquée qu'en moyenne dans le reste des quartiers : par exemple, dans l'iris 905 entre la rue des Ursulines et la rue de la République, on comptait déjà 18,5% de CPIS en 2006 et 23,5% en 2015 ; à Péri-Berne (iris 1003), le taux de CPIS passe de 13,2% à 21,6%. L'évolution récente confirme les choix d'installation privilégiés par ces ménages, dans un patrimoine privé ancien, ou encore au sein de copropriétés des années 1980 à Delaunay Belleville. Sans pouvoir l'appréhender statistiquement, on peut supposer que les opérations de résorption de l'habitat privé indigne à la Gare, au Centre-ville et à Porte de Paris (PNRQAD), contribuent à rendre encore plus attractifs ces quartiers anciens.

Des quartiers sociologiquement stables

Ces quartiers sont peu nombreux, il s'agit soit de quartiers populaires où la part des Employés et Ouvriers représentait déjà 62 à 74% des actifs (secteurs Duclos-Dourdin ; et Barbusse R. Rolland Métairie), soit des quartiers plus mixtes où les classes moyennes et supérieures étaient déjà bien représentées avec 11 à 20% de CPIS et 18 à 26% de professions intermédiaires (secteurs Mutuelle-Domaine Montjoie et Delaunay Belleville-Briche). Ces quartiers se caractérisent par un parc social et privé anciens et l'absence de projets urbains.

¹⁶ L'échelle des IRIS permet une plus grande finesse de lecture des évolutions internes d'un quartier administratif.

De nouveaux quartiers d'installation des classes moyennes et supérieures

Dans certains quartiers la présence des CPIS est plus récente, elle résulte d'une transformation impulsée par le projet urbain déployé dans des quartiers très faiblement peuplés et quasi-dépourvus de CPIS avant les années 2000, tels que la Plaine et Confluence. Dans ces quartiers le taux de CPIS a plus que doublé en 10 ans.

Ces évolutions renforcent l'hétérogénéité des quartiers et une spécialisation de certains dans l'accueil des CPIS, modifiant par là également les relations sociales au sein du quartier¹⁷.

La direction de l'Habitat (observatoire du logement, EPT Plaine Commune) formule ce même constat de différenciation et montre une tendance sur 5 ans (2009-2015) d'un recul de moitié de la part des ménages de CSP « employé » au sein des acquéreurs, qu'il relie à l'élévation du prix de vente moyen (neuf et ancien). En 2015, les cadres et les professions intermédiaires représentent désormais 60% des acquéreurs¹⁸. Également, les faibles revenus régressent au sein des propriétaires occupants et à l'inverse progressent au sein du parc social¹⁹.

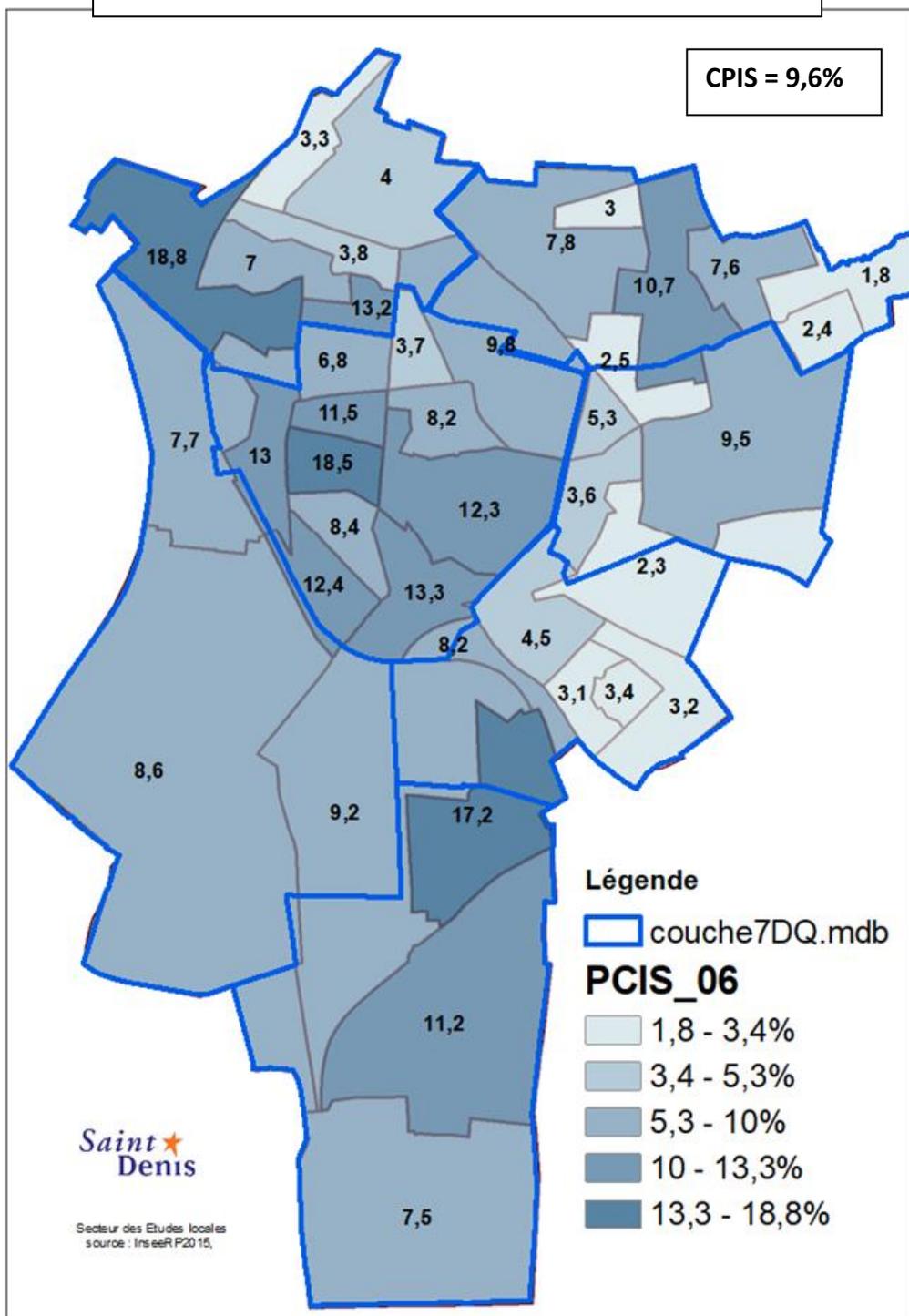
¹⁷ Les professionnels pointent des tensions d'usage des espaces publics au sein des écoles, médiathèques, rue ; une difficulté à répondre à des demandes très différenciées des ménages (pratiques sportives et loisirs v/s accès aux soins, alimentation, hygiène, prévention, aide aux démarches administratives), également des pratiques d'évitement.

¹⁸ « Saint-Ouen, Aubervilliers et Saint-Denis, des villes particulièrement touchées par le renchérissement des prix du neuf (respectivement + 22%, 10% et 8%). Conséquence directe de cette augmentation des prix, le neuf attire un peu moins d'habitants du territoire même si ces derniers représentent toujours 1/3 des ventes » (32% des acquéreurs à Saint-Denis, sont dionysiens). Note d'Information communautaire Plaine Commune, analyse des transactions, base BIEN 2016, sept 2017

¹⁹ « Une précarisation accrue du parc social se manifestant par une diminution des revenus modestes (<PLUS) au bénéfice d'une augmentation de faibles revenus (<PLAi). Cela concerne en premier lieu les villes de Saint-Denis et d'Aubervilliers » Rapport communautaire sur l'évolution des revenus des ménages de Plaine Commune 2009-2015, données Filocom, présenté le 6 sept 2017

2006 Saint-Denis, part des actifs CPIS âgés de 15 à 64 ans

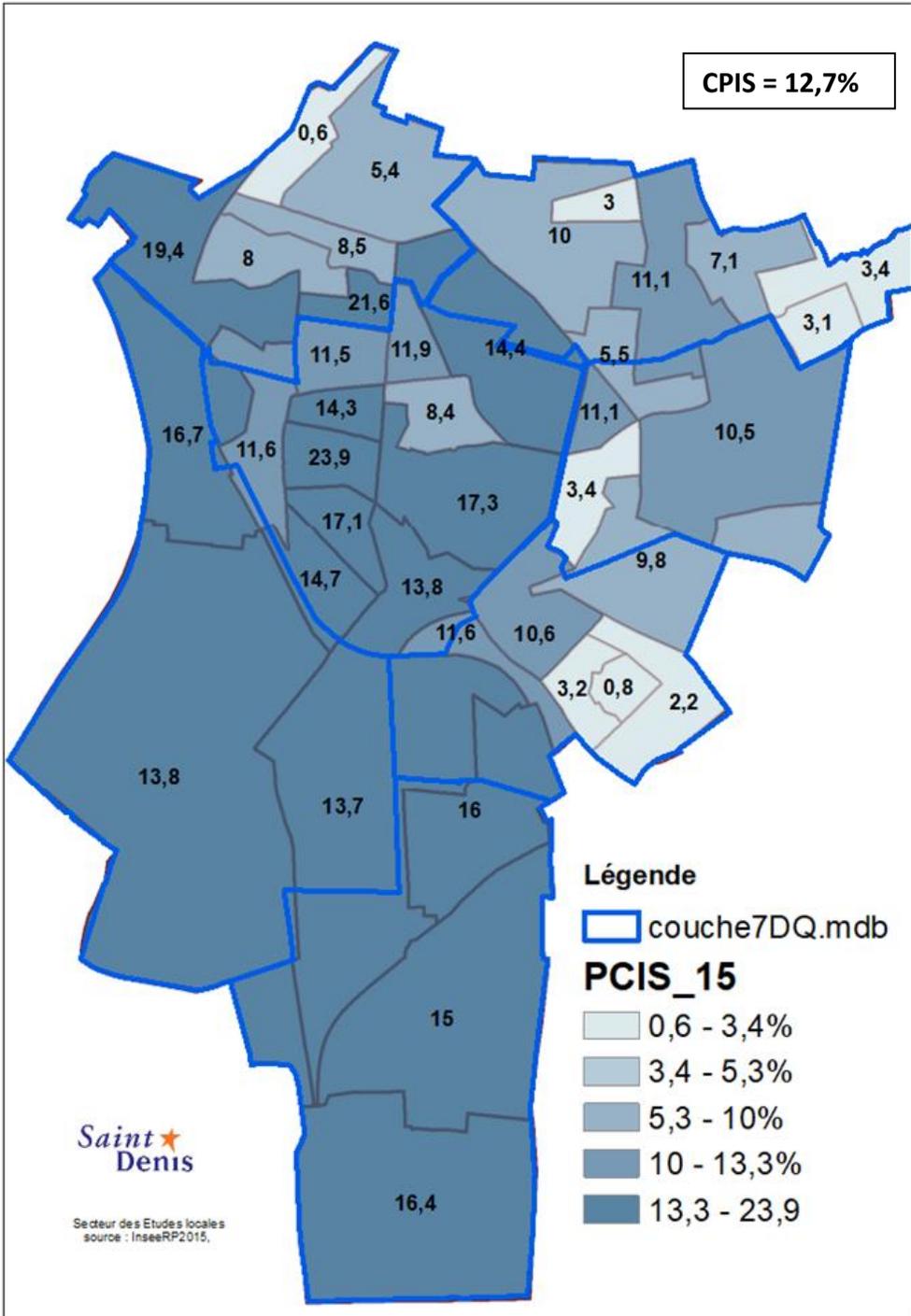
CPIS = 9,6%



Saint Denis

Secteur des Etudes locales
source : InseeRP2010

2015 Saint-Denis, part des actifs CPIS âgés de 15 à 64 ans



5.3 Revenus et niveaux de vie des ménages dionysiens²⁰

Pour appréhender le niveau de ressources des ménages, on dispose de deux indicateurs : le revenu fiscal déclaré et le niveau de vie (ou revenu disponible) des ménages. L'étude des revenus fiscaux déclarés établit le niveau des ressources annuelles déclarées avant impôts et redistribution des différentes aides sociales. Le niveau de vie renseigne quant à lui sur le revenu disponible du ménage pour consommer et épargner après impôts et correction des inégalités par la couverture sociale²¹. L'expression des revenus par « unité de consommation » (UC²²) permet de comparer le revenu des ménages en dépit de leur taille.

Le revenu déclaré des ménages progresse mais reste inférieur aux moyennes départementales

En 2015, 55,4% des ménages français sont imposés, soit 3 points de moins qu'en 2010 (58,2%). A Saint-Denis, seuls 41% des ménages paient des impôts sur les revenus (49% en 2010, -8 points), ce pourcentage est inférieur aux autres échelles de comparaison (SSD, 50,5%, - 7 points). Cette diminution de la part des ménages imposés sur le revenu au sein de la population est cependant partagée dans tous les territoires comparés. Cette baisse résulte de la politique d'allégement de l'impôt sur les bas revenus et de la suppression de la première tranche d'imposition²³.

Le « revenu médian » déclaré est la valeur seuil qui sépare la population en deux parts égales. En France métropolitaine, il est de 20530€/an, il a progressé de 9,5% depuis 2010 (de 45,6% depuis 2000 où il représentait 14099€/an). A Saint-Denis, ce seuil s'établit à 12014€/an en 2015, il a augmenté de 20,8%²⁴ en 15 ans, mais de seulement 1,9% depuis 2010.

Au regard des autres territoires, plusieurs facteurs expliquent la faiblesse des ressources globales des ménages dionysiens : c'est à la fois l'importance du chômage, le faible niveau de qualification des actifs qui les assigne aux emplois peu rémunérateurs et plus exposés aux aléas du marché, mais également la plus forte présence des familles monoparentales, et des couples dont seul l'un des deux parents travaille (seuls 41% des couples dionysiens avec enfant(s) sont biactifs, contre 65% en France métropolitaine).

²⁰ Source INSEE Filosofi 2015

²¹ Le revenu disponible comprend les revenus d'activité salariés et non-salariés, les revenus de remplacement (retraites, pensions, indemnités chômage et maladie), les revenus du patrimoine (financiers, fonciers) et les prestations sociales reçues (familiales, minima sociaux et prestations logements). Au total de ces ressources, quatre impôts directs sont déduits : l'impôt sur le revenu, la taxe d'habitation, la contribution sociale généralisée (CSG) et la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS).

²² 1 UC pour le premier adulte du ménage ; 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ; 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.

²³ Article 2 de la loi n° 2014-1652 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 : à compter de l'impôt dû en 2015 sur le revenu de 2014, la première tranche d'imposition du barème progressif de l'impôt sur le revenu, au taux de 5,5 % est supprimée.

²⁴ En Seine-Saint-Denis, + 21,6%

Revenus déclarés par unité de consommation en 2010 et 2015				
	% Ménages fiscaux imposés		Revenu médian (en €)	
	2010	2015	2010	2015
Saint-Denis	49,3	40,9	11820	12014
Seine-Saint-Denis	57,9	50,5	15081	15542
Île-de-France	69,7	66,1	21791	23330
France métropolitaine	58,4	55,4	18749	20530
Boulogne-Billancourt	77,1	76,6	30887	33856
Montreuil	60,8	57,2	16108	17858
Argenteuil	58,8	51,8	15957	16510

source insee revenus fiscaux DGI 2010, FILOSOFI 2015

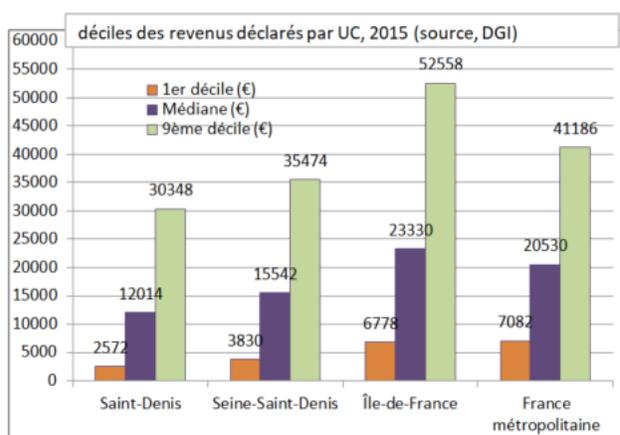
Une grande disparité des revenus à Saint-Denis

De part et d'autre du revenu médian, les déciles partitionnent la population en parts égales. Chaque décile indique le seuil de revenu de 10% de la population des ménages. La population du 1^{er} décile est la plus pauvre, celle du 9^{ème} la plus aisée. Le rapport inter-décile, compare le 9^{ème} décile au 1^{er} et nous éclaire sur la distance entre les revenus au sein de la population d'un territoire²⁵.

En France métropolitaine le seuil du 1^{er} décile correspond à 7082€, soit 2,7 fois le revenu déclaré par les dionysiens les plus modestes (1^{er} décile, 2572€). A l'autre extrémité, les 10% de ménages les plus aisés (9^{ème} décile) déclarent plus de 41186€ par UC, contre 30348€ et plus pour les dionysiens les plus aisés.

Les revenus de l'Île-de-France excèdent tous les territoires de comparaison. Dans les villes comme Boulogne-Billancourt, les ménages sont particulièrement aisés avec un 1^{er} décile à 10502€. La distribution des revenus au sein de la population y est également plus homogène (inter décile : 7,5). A contrario, les données de Saint-Denis témoignent d'une forte hétérogénéité. Le seuil de revenus du premier décile est l'un des plus bas de l'île de France, mais les ménages les plus aisés déclarent 11,8 fois plus que les plus pauvres²⁶ (IDF, 7,8).

C'est dans la région Ile-de-France que ces disparités sont les plus marquées, car elle comporte à la fois des villes où les revenus des ménages aisés sont les plus élevés en France,



²⁵ Le rapport inter décile mesure la dispersion des revenus, plus il est élevé plus il existe d'inégalités monétaires entre les habitants du territoire

²⁶ A Montreuil comme à Argenteuil le 1^{er} décile s'établit à 4300€, le 9^{ème} décile de Montreuil (41422€) est supérieur à celui de la France

mais aussi des villes où ceux des ménages pauvres sont parmi les plus bas. La situation est donc très différente d'un ménage à l'autre, et selon l'échelon d'observation²⁷.

2000-2015, une différenciation accrue des revenus entre les habitants

Entre 2000 et 2005, l'ensemble des déciles connaît une progression. L'arrivée rapide d'une nouvelle population, jeune, diplômée et plus aisée (biactifs) contribue à relever l'ensemble des seuils de revenu. Entre 2005 et 2010, et plus encore entre 2010 et 2015, les écarts s'accroissent entre les déciles de revenus les plus faibles et ceux placés au-dessus de la médiane, désormais seuls à voir évoluer positivement le seuil de leur revenu (1^{er} décile : - 5% et 9^{ème} décile : +7,7%). Ces évolutions vont croissantes du 4^{ème} au 9^{ème} décile : on peut ainsi faire l'hypothèse que l'arrivée de ménages plus aisés a eu pour effet un repositionnement des seuils de revenus de haut en bas.

Saint-Denis, évolution des déciles de revenus/ UC 2001-2010-2015

	2000	2005	2010	2015	évol 2000 à 2015	évol 2000 à 2005	évol 2005 à 2010	évol 2010 à 2015
1er décile	2588	2808	2709	2572	-0,6	8,5	-3,5	-5,1
2ème décile	4473	5400	5500	5500	23,0	20,7	1,9	0,0
3ème décile	6101	7491	7566	7584	24,3	22,8	1,0	0,2
4ème décile	7838	9475	9569	9704	23,8	20,9	1,0	1,4
médiane	9943	11720	11820	12014	20,8	17,9	0,9	1,6
6ème décile	12212	14299	14507	14834	21,5	17,1	1,5	2,3
7ème décile	14820	17346	17721	18342	23,8	17,0	2,2	3,5
8ème décile	17883	21282	21855	22984	28,5	19,0	2,7	5,2
9ème décile	22608	27381	28181	30348	34,2	21,1	2,9	7,7
Rapport Interc	8,7	9,8	10,4	11,8				

Niveau de vie : pauvreté des ménages

Libellé géographique	Médiane du niveau vie (€)	Tx de ménages imposés (%)	Tx de pauvreté (%)	évol Tx pauvreté 2013 2015 (pts)
France métropolitaine	20565	55,4	14,9	-0,1
Île-de-France	22639	66,1	15,9	+0,9
Seine-Saint-Denis	16762	50,5	29,0	+2
Saint-Denis	14340	40,9	38,8	+2,8
Paris	26431	70,2	16,2	+0,2
Montreuil	18289	57,2	26,0	-1
Argenteuil	17419	51,8	26,7	+1,7
Boulogne Billancourt	31268	67,6	9,7	0,0

En France, 8,8 millions de ménages sont pauvres (14 % des ménages contre 17,3 % des Européens²⁸). Le seuil de pauvreté monétaire est établi à 60% du niveau de vie médian en France Métropolitaine (20565€). Le niveau de vie considère le revenu disponible constitué des salaires après impôts et prestations sociales, c'est-à-dire après que soit

intervenue la redistribution sociale corrigeant une partie de la pauvreté relevée au travers des revenus déclarés.

Ainsi un ménage qui dispose d'un niveau de vie inférieur à 12339€/an ou 1028€/mois par unité de consommation, est considéré comme étant un ménage

²⁷ Métropole du Grand Paris : des écarts de revenus encore élevés malgré la redistribution, Insee analyse IDF, n°54 février 2017

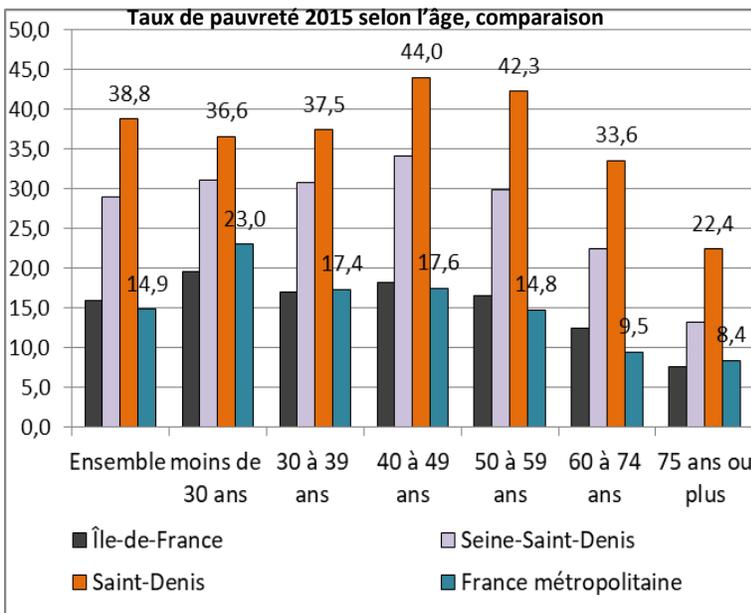
²⁸ Eurostat, 2015

pauvre. 38,8% des ménages dionysiens entrent dans cette catégorie. Ils correspondent à 15383 foyers fiscaux.

En comparaison des taux relevés dans les territoires proches, notamment au sein des communes de même taille, le taux de pauvreté dionysien est significativement plus important. La part des ménages pauvres tend à augmenter à Saint-Denis comme en Seine-Saint-Denis. Elle progresse également à Argenteuil. Elle est stable au niveau national.

Le taux de pauvreté progresse plus rapidement à Saint-Denis qu'en moyenne. Jeunesse, CSP ouvriers, chômage, monoparentalité, les caractéristiques des ménages pauvres sont particulièrement présentes à Saint-Denis, ce qui peut expliquer l'intensité et le caractère persistant du phénomène de pauvreté. En France, les personnes sous le seuil de pauvreté sont principalement des chômeurs (37%) ou des inactifs²⁹ (32%). Selon la catégorie socioprofessionnelle, 22% des artisans, commerçants et chefs d'entreprises sont concernés par la pauvreté, 15,3% des ouvriers, contre seulement 3% des CPIS³⁰.

En moyenne nationale et en IDF les ménages pauvres sont en proportion plus importante parmi les moins de 30 ans en raison de l'instabilité et de la faiblesse de revenus à l'entrée sur le marché du travail³¹. Cependant, comme en Seine-Saint-Denis, à Saint-Denis sont considérés pauvres 42 à 44% des ménages de 40 à 59 ans, probablement un grand nombre de familles avec enfants.



²⁹ Ménages dont le chef de famille se déclare inactif et non retraités par exemple est étudiant ou au foyer)

³⁰ Pauvreté selon la catégorie socio-professionnelle, données annuelles 1996-2016, chiffres clés septembre 2018 sur <https://www.insee.fr>

³¹ Filosofi 2015, revenu et pauvreté des ménages. Pauvreté selon l'âge. Observatoire des inégalités <https://www.inegalites.fr>

Pour conclure

La croissance démographique de la ville est remarquable, elle se poursuit, portée par d'importants projets d'aménagement dont la portée est régionale. Elle est, et restera principalement liée à ces arrivées de nouveaux habitants, influençant un taux de natalité supérieur à la moyenne départementale. Saint-Denis est aujourd'hui à mi-chemin de ce développement impactant fortement sa démographie : après une croissance de plus de 25000 habitants (1999-2015), la prochaine quinzaine devrait prolonger ce scénario et justifier à nouveau l'investissement public (services, équipements de l'enfance, l'éducation...).

Les données continuent de montrer un territoire au croisement des grands phénomènes nationaux et supranationaux (chômage, pauvreté, monoparentalité, immigration). La fragilité socio-économique des ménages reste particulièrement corrélée à la qualification des jeunes, au chômage des populations étrangères et aux difficultés des mères vis-à-vis de l'emploi.

Le développement des sièges sociaux d'entreprises répond à des besoins inscrits dans le maillage de l'économie de la Métropole du Grand Paris. La richesse des établissements installés au sud de l'EPT Plaine commune rend plus visible le décalage avec le tissu des communes et des quartiers nord de l'EPT. Au sein des communes les écarts de ressources s'accroissent entre les ménages.

La nouvelle donne est ainsi le constat d'une différenciation accrue des caractéristiques socio-économiques entre les quartiers. Dans un contexte de forte pression immobilière, le projet urbain de Plaine Commune a rencontré les aspirations de cadres et de classes moyennes venus de Paris ou d'autres communes d'IDF dans les quartiers sud et le centre-ville. Cette configuration contribue ainsi à transformer le paysage sociologique dionysien. Les enjeux d'un territoire en fort développement, et désormais plus mixte, portent autant sur les questions de cohésion sociale, que du niveau et de la variété des services attendus par une population plus différenciée.

Annexes

Tableaux et chiffres complémentaires

Saint-Denis, indicateurs démographiques

	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2010	2010 à 2015
Variation annuelle moyenne de la population en % due au solde naturel en %	-0,5	-0,8	-0,1	-0,5	2	0,8
due au solde apparent des entrées sorties en %	1	0,9	1,2	1,2	1,6	1,7
<i>Taux de natalité SD (%)</i>	-1,4	-1,7	-1,3	-1,7	0,4	-0,9
<i>Taux de mortalité SD (%)</i>	18,7	17,8	19,3	19,1	21,2	21,7
Taux de mortalité SD (%)	9,1	8,9	7,7	6,9	5,6	4,7

Sources : Insee, RP1968 à 1999 dénombrements, RP2010 et RP2015 exploitations principales - État civil

Nom de la commune	RP 1999			RP 2006			RP 2011			RP 2016			évolution de la pop totale			
	Population municipale	Population comptée à part	Population totale	Population municipale	Population comptée à part	Population totale	Population municipale	Population comptée à part	Population totale	Population municipale	Population comptée à part	Population totale	1999-2006	2006-2011	2011-2016	1999-2016
Aubervilliers	63136	388	63524	74038	76280	74038	86061	472	86533	16,6%	3,0%	13,4%	16,6%	3,0%	13,4%	36,2%
Épinay-sur-Seine	46409	184	46593	51922	54784	51922	55593	161	55754	11,4%	5,5%	1,8%	11,4%	5,5%	1,8%	19,7%
La Courneuve	35310	298	35608	37347	39152	37347	42485	227	42712	4,9%	4,8%	9,1%	4,9%	4,8%	9,1%	20,0%
L'Île-Saint-Denis	6810	20	6830	7254	7084	7254	7786	35	7821	6,2%	-2,3%	10,4%	6,2%	-2,3%	10,4%	14,5%
Pierrefitte-sur-Seine	25816	123	25939	27662	28237	27662	29608	120	29728	6,6%	2,1%	5,3%	6,6%	2,1%	5,3%	14,6%
Saint-Denis	85832	1039	86871	98937	108907	98937	111 354	955	112 309	13,9%	10,1%	3,1%	13,9%	10,1%	3,1%	29,3%
Saint-Ouen	39720	295	40015	43302	48195	43302	49 664	285	49 949	8,2%	11,3%	3,6%	8,2%	11,3%	3,6%	24,8%
Stains	32839	237	33076	34670	34830	34670	39 776	158	39 618	4,8%	0,5%	13,7%	4,8%	0,5%	13,7%	19,8%
Villetaneuse	11376	43	11419	12025	12715	12025	13 141	83	13 224	5,3%	5,7%	4,0%	5,3%	5,7%	4,0%	15,8%
Plaine Commune*	347 248	2 627	349 875	387 157	410 184	387 157	435 468	2 496	437 648	10,7%	5,9%	6,7%	10,7%	5,9%	6,7%	25,1%

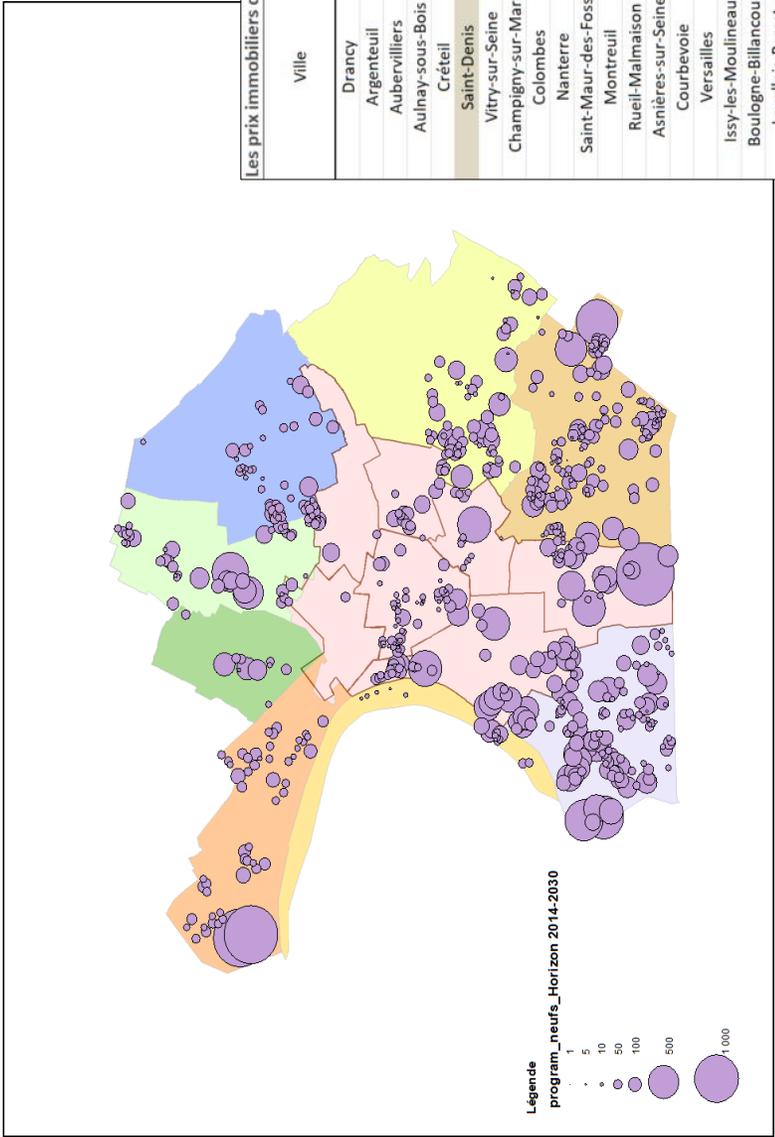
source : INSEE exploitation principales RP1999, 2006, 2011 et 2016

Prospective de la population 2015-2030

	estimations			%					
	Population insee 2015	Estimation population 2019	Estimation population 2023	Estimation population 2030+	évol 2015-2019	évol 2015-2023	évol 2019-2023	évol 2023-2030	évol 2015-2030
DQ									
Semard Delaunay	17690	18223	18358	18300	3,0%	3,8%	0,7%	-0,3%	3,4%
Floreal Allende Mutuelle	16069	16523	17505	17570	2,8%	8,9%	5,9%	0,4%	9,3%
Pleyel	7444	9605	11782	20400	29,0%	58,3%	22,7%	73,1%	174,0%
Confluence	10394	10744	11600	11600	3,4%	11,6%	8,0%	0,0%	11,6%
Joliot Curie Lamaze	27570	29225	31842	32470	6,0%	15,5%	9,0%	2,0%	17,8%
Grand Centre ville	11767	11939	13091	13160	1,5%	11,3%	9,7%	0,5%	11,8%
Franc Moisin Bel Air Stade de	18278	18857	21052	31100	3,2%	15,2%	11,6%	47,7%	70,1%
La Plaine ville	111103	115114	125230	144600	3,6%	12,7%	8,8%	15,5%	30,1%

source: Insee RP2015 et estimation secteur études locales

Logements



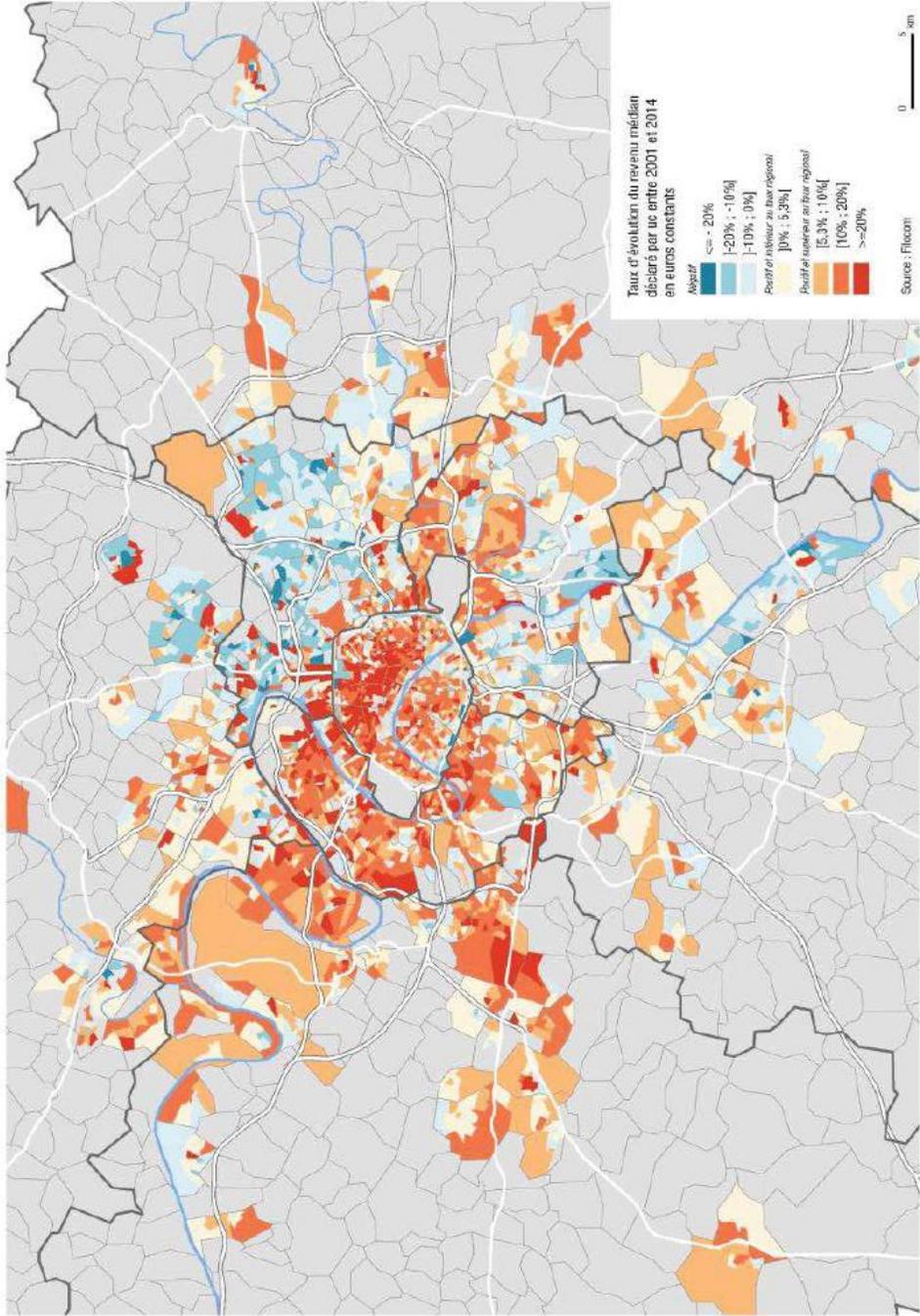
Les prix immobiliers dans les principales villes d'Ile-de-France

Ville	Prix m ² appartement		Prix m ² maison		Loyer m ² appartement	
	moyen	↓	↑	moyen	↓	moyen
Drancy	2 829 €		2 725 €		14,8 €	
Argenteuil	3 260 €		2 944 €		14,4 €	
Aubervilliers	3 383 €		3 027 €		16,8 €	
Aulnay-sous-Bois	3 391 €		2 739 €		14,0 €	
Créteil	3 560 €		4 447 €		15,6 €	
Saint-Denis	3 609 €		2 890 €		16,5 €	
Vitry-sur-Seine	3 655 €		3 915 €		15,8 €	
Champigny-sur-Marne	3 708 €		3 409 €		15,4 €	
Colombes	4 702 €		5 563 €		17,7 €	
Nanterre	4 888 €		5 611 €		18,2 €	
Saint-Maur-des-Fossés	5 083 €		5 789 €		17,9 €	
Montreuil	5 371 €		4 557 €		18,7 €	
Rueil-Malmaison	5 543 €		6 414 €		18,8 €	
Asnières-sur-Seine	5 807 €		7 407 €		19,5 €	
Courbevoie	6 512 €		7 498 €		21,0 €	
Versailles	7 223 €		7 085 €		19,2 €	
Issy-les-Moulineaux	7 809 €		7 670 €		22,3 €	
Boulogne-Billancourt	7 828 €		9 158 €		24,0 €	
Levallois-Perret	8 487 €		8 211 €		24,7 €	
Paris	9 300 €		9 969 €		26,6 €	

Estimations de prix MeilleursAgents au 1 septembre 2018. Prix exprimés en net vendeur.
 Plus d'informations

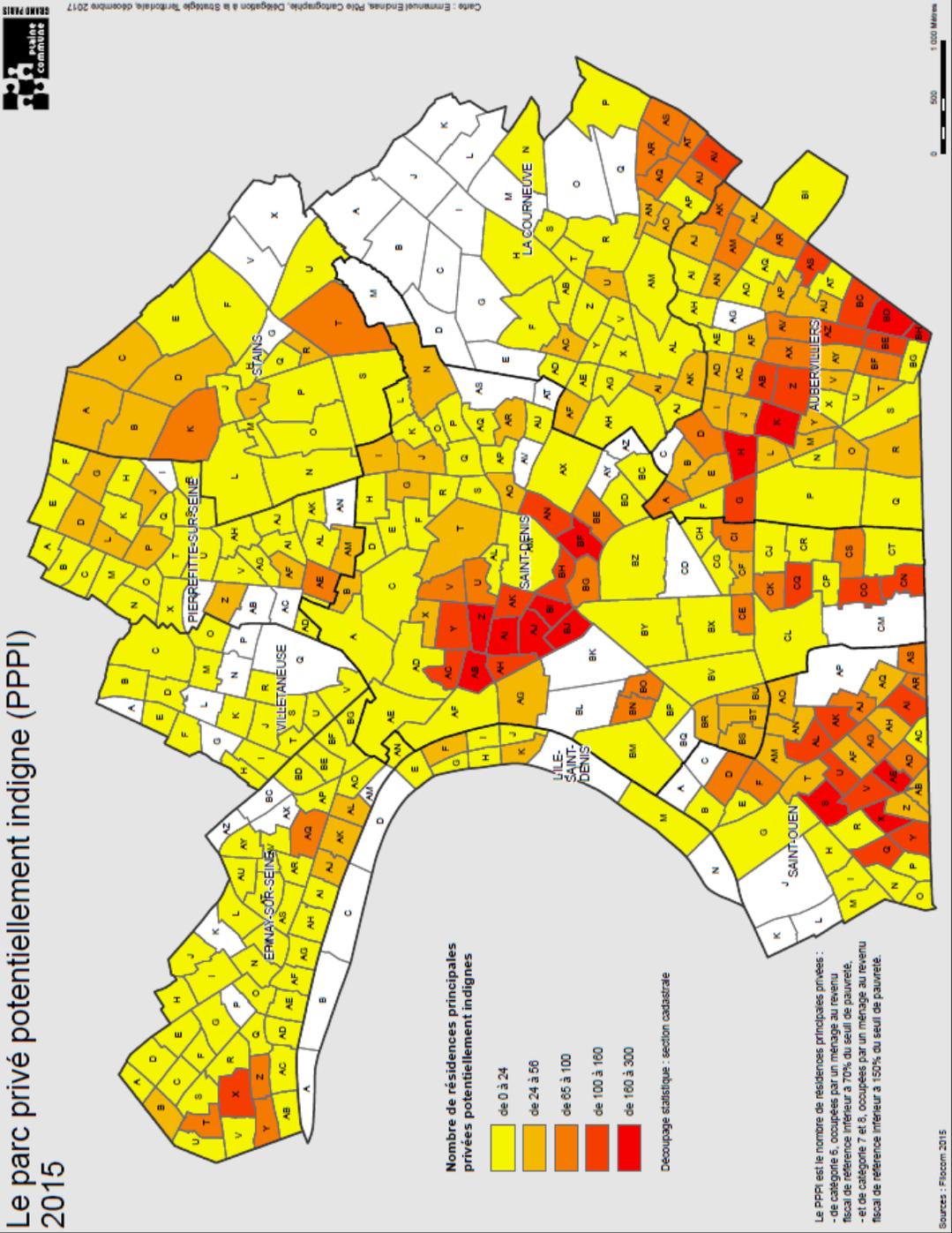
Revenus et Pauvreté

– Taux d'évolution du revenu médian déclaré par uc en euros constants entre 2001 et 2014, à l'iris



Source : Insee-DGFIP (RFL 2001 et Filosofi 2014 et 2015)

Le parc privé potentiellement indigne (PPPI) 2015



Chiffres clés Saint-Denis et autres territoires en 2015

diffusion mairie de Saint-Denis, Secteur des études locales
Source : Insee

	Saint-Denis (93066)	Saint-Denis (93066)	Seine-Saint-Denis (93)	Ile-de-France (11)	France (1)	Montreuil (93048)	Argenteuil (95018)
Population							
Densité de la population (nombre d'habitants au km ²) en 2015	111103	1592663	12082144	66190280	106691	110388	
Superficie (en km ²)	8988,9	6742,9	1005,8	104,6	11960,9	6410,5	
Variation de la population : taux annuel moyen entre 2010 et 2015, en %	12,4	236,2	12012,3	632733,9	8,9	17,2	
	0,8	0,9	0,5	0,5	0,8	1,4	
..... <i>données variables liées au mode de recensement : leur annualité moyen entre 2010 et 2015, en %</i>	1,7	1,3	0,9	0,4	1,2	1,5	
..... <i>données variables liées au mode d'appariement des entités spatiales : leur annualité moyen entre 2010 et 2015, en %</i>	-0,9	-0,4	-0,4	0,1	-0,5	-0,1	
Nombre de ménages en 2015	43600	609884	5103533	29011926	45847	41916	
Sources : Insee, FP2015 exploitation principale en géographie au INSEE2017							
Naissances domiciliées en 2017	2318	28951	175799	757623	1778	2118	
Décès domiciliés en 2017	548	8839	75561	603343	656	628	
Source : Insee, état civil en géographie au INSEE2018							
Population, répartition par âges % :							
0-14 ans	26064	23,5	22,6	19,7	18,4	20,3	23,4
15-29 ans	23906	21,5	20,3	20,1	17,8	18,9	19,8
30-44 ans	27259	24,5	22,3	21,6	19,2	24,4	22,4
45-59 ans	19047	17,1	18,6	19,3	19,9	19,6	18,2
60-74 ans	10549	9,5	11	12,6	15,5	11,1	10,9
75 ans ou plus	4278	3,9	5,3	6,8	9,2	5,6	5,3
ensemble	111103	100	100	100	100	100	100
Part de la population étrangère en %	35116	31,6	23,2	13,7	6,5	18,4	21,3
Logement							
Nombre total de logements en 2015	46934	652707	5673678	35182117	49167	44902	
Part des résidences principales en 2015, en %	43600	92,9	93,4	90	82,5	93,2	93,3
Part des résidences secondaires (y compris les logements occasionnels) en 2015, en %	279	0,6	0,9	3,5	9,5	1,2	0,7
Part des logements vacants en 2015, en %	3055	6,5	5,7	6,6	8	5,5	5,9
Part des ménages propriétaires de leur résidence principale en 2015, en %	10206	23,4	39,9	47,3	57,6	37,1	43,9
Nombre moyen de pièces des résidences principales	2,8	3,2	3,4	4	3,4	2,9	3,3
Part des résidences principales équipées d'une salle de bain avec baignoire ou douche (dans le logt), en %	38607	90,8	93,3	94,8	-	94,7	90,9
Part des résidences principales HLM (louées vides, hors résidences étudiantes)	17067	39,1	31,9	22,2	14,7	31,1	30,8
Part des résidences principales construites avant 1945, en %	8948	21,1	16,9	25,5	23,8	22,5	17
Part des habitants âgés de 1 an ou plus qui résidaient dans une autre commune 1 an auparavant	6,1	5,9	6,6	6,6	7,2	6,8	5,3
Source : Insee, FP2015 exploitation principale en géographie au INSEE2017							

	Saint-Denis (93066)	Saint-Denis (93066)	Seine-Saint-Denis (93)	Île-de-France (11)	France (1)	Montreuil (93048)	Argenteuil (95018)
Ménages - Familles							
ménages, en effectifs	43 600	609 846	5 103 165	29 011 957	45 849	41 912	
ménages d'une personne, en %	1552	35,7	36,2	35,3	30,6	39,5	
ménages avec famille(s), en %	25076	57,5	63,9	60,5	62,1	56	
part des familles monoparentales parmi les familles avec enfant(s) - de 25 ans, en %	6331	33,8	30	27	26,5	33,2	
Revenus							
Nombre de ménages fiscaux en 2015	39647	581268	4866994	nd	43505	41060	
Part des ménages fiscaux imposés en 2015, en %	40,9	50,5	66,1	nd	57,2	51,8	
Médiane du revenu disponible par unité de consommation en 2015, en euros	14340	16762	22639	nd	18289	17419	
Taux de pauvreté en 2015, en %	38,8	29	15,9	nd	26,7	26,5	
médiane du revenu déclaré par UC	12014	17858	16510	nd	17858	16510	
rapport interdéclaire (revenu déclaré)	11,8	9,5	8,3				
Avertissement : Pour des raisons de secret statistique, certains indicateurs peuvent ne pas être renseignés.							
Sources : Insee-EGPF-Chaif-Chaif-Cmisa. Fichier localisé social et fiscal en géographie au 01/01/2016							
Formation - diplôme le plus élevé des personnes de 15 ans ou plus non scolarisées							
Aucun diplôme, ou au plus BEPC, brevet des collèges, DNB	32416	44,3	39,2	26,3	30,5	32,4	36,1
CAP BEP	11308	15,5	18,4	16,8	24,4	14,8	21,9
Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	11687	16	17,1	16,5	16,8	15,2	16,8
Diplôme de l'enseignement supérieur	17751	24,3	25,3	40,4	28,3	37,6	25,2
ensemble	73162	100	100	100	100	100	100
Sources : Insee, FFP2016 exploitations principales en géographie au 01/01/2017							
Population active - Emploi - Chômage							
Emploi total (salarié et non salarié) au lieu de travail en 2015	84851	565179	5682048	26317815	53732	30923	
dont part de l'emploi salarié au lieu de travail en 2015, en %	94,3	90,8	89,2	86,9	88,9	90,9	
Variation de l'emploi total au lieu de travail : taux annuel moyen entre 2010 et 2015, en %	2,7	0,8	0	-0,0	1,3	-0,8	
Population active 15 à 64 ans	75179	1050725	7996872	41735208	72384	71932	
Taux d'activité des 15 à 64 ans	55061	73,2	73,2	76,3	73,7	78,3	
Taux d'activité des 15 à 24 ans	6054	41,4	40,1	38,6	41,5	43,9	
Taux d'activité des femmes de 15 à 64 ans	25221	68,6	69,1	73,6	70,7	76	
Taux de chômage des 15 à 64 ans	13045	23,7	19	12,8	14,2	17,9	
Taux de chômage des Hommes 15 à 64 ans	7121	23,9	18,7	12,6	13,6	18,4	
Taux de chômage des Femmes 15 à 64 ans	5925	23,5	19,3	13,1	14,8	17,4	
Taux de chômage des 15 à 24 ans	2504	41,4	34,9	26,1	30	35,7	
Sources : Insee, FFP2016 exploitations principales en géographie au 01/01/2017							

Population active		Saint-Denis (93066)	Saint-Denis (93066)	Seine-Saint-Denis (93)	Île-de-France (11)	France (1)	Montreuil (93048)	Argenteuil (95018)
Catégories socioprofessionnelles des actifs 15 à 64 ans, en %								
Agriculteurs exploitants	8	0,0	0,0	0,0	0,1	1,4	0,0	0,0
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	2286	4,1	4,8	4,8	4,8	6,0	4,5	4,4
Cadres et professions intellectuelles supérieures	6736	11,6	13,5	13,5	27,4	15,8	23,9	13,0
Professions intermédiaires	10777	19,5	22,7	25,6	24,6	24,6	25,0	24,3
Employés	19584	35,3	33,6	26,6	28,7	28,7	27,2	33,0
Ouvriers	13770	24,7	22,1	14,0	21,9	21,9	16,7	22,4
Conditions d'emploi des salariés 15 ans ou plus, en %								
CDI ou titulaires de la fonction publique en %	17301	82,3	84,4	85,3	87,4	87,4	80,6	86,4
emploi précaires en %	3725	17,7	15,6	14,7	12,6	12,6	19,4	13,6
Part des actifs 15 ans ou plus à temps partiel, en %	7592	16,3	14,7	14,7	17,4	17,4	18,7	15,2
Part des femmes actives 15 ans ou plus à temps partiel, en %	4607	24,3	21,7	20,1	27,7	27,7	22,5	21,9
part des actifs travaillant dans la commune de résidence, en %	11712	27,4	21,3	30	34,9	34,9	26,9	24,3
Sources : Insee, FP2016 et FP2015 exploitations principales en géographie au 01/01/2017								
Établissements		Saint-Denis (93066)	Saint-Denis (93066)	Seine-Saint-Denis (93)	Île-de-France (11)	France (1)	Montreuil (93048)	Argenteuil (95018)
Nombre d'établissements actifs au 31 décembre 2015								
Part de l'agriculture, en %		10603	134490	1395594	6561892	13774	8139	
Part de l'industrie, en %		0,1	0,1	0,5	6	0,1	0,2	
Part de l'instruction, en %		3,1	3,5	3,3	5,3	4	4	
Part de la construction, en %		13	16,2	8,4	10,1	13,1	17,2	
Part du commerce, transports et services divers, en %		73,9	70,5	76,6	64,8	74,1	68,6	
dont commerce et réparation automobile, en %		18,2	20,2	14,5	16,2	13,2	20,4	
Part de l'administration publique, enseignement, santé et action sociale, en %		9,9	9,6	11,2	13,8	8,7	10	
Part des établissements de 1 à 9 salariés, en %		22,3	22,7	22,1	23,1	19,7	22,6	
Part des établissements de 10 salariés ou plus, en %		8,8	5,9	5,6	5,8	5,1	5,6	
Champ : ensemble des activités								
Source : Insee, CLAPI (connaissance locale de l'appareil productif) en géographie au 01/01/2015								
Nombre d'emplois localisés en 2015		84851	565179	5 691 516	26 317 815	53732	31275	
Sources : Insee, FP2016 exploitations principales en géographie au 01/01/2017								

2015

DONNEES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES DES 7 TERRITOIRES DEMARCHES QUARTIER ET DE L'ENSEMBLE DE LA COMMUNE

Source : INSEE, recensements de la population.
Exploitation et diffusion ville de Saint-Denis, Secteur des études locales

	dernière mise à jour							mars-19		Recense 2006-2017	
	Deaunay Belleville Sémaré	Floresal Allende Mutuelle	Playel Confluence	Joliot Curie Lamazé Cosmonautes	Grand Centre Ville	Franc Moisin Bel Air Stade de France	La Plaine	Commune	Commune 2013	Commune 2011	Commune 2006
DEMOGRAPHIE											
POPULATION TOTALE	17630	10069	7444	10394	27570	11767	11183	109343	107762	97875	
% de la population du quartier par rapport à la population totale de la commune	15,9	14,5	6,7	9,4	24,8	10,6	16,5	100,0	100,0	100,0	
Hommes	8542	7930	3823	5170	13885	6119	5804	55551	54382	48736	
Femmes	9188	8139	3621	5224	13685	5646	5374	53792	53400	49140	
% Hommes	48,3	49,3	51,4	49,7	50,7	52,0	52,5	50,8	50,4	49,8	
% Femmes	51,7	50,7	48,6	50,3	49,3	48,0	47,5	49,2	49,6	50,2	
AGES											
<i>en effectifs</i>											
0 à 14 ans	3528	3812	1961	2322	5686	2959	5189	20297	25860	22224	
15 à 29 ans	3674	3471	1467	2092	6626	2500	3789	23906	23900	23651	
30 à 44 ans	3355	3168	2160	2008	7076	2906	5546	26780	26170	23285	
45 à 59 ans	3002	3078	1758	1927	4624	2022	2624	18628	18021	17079	
60 à 74 ans	2211	1794	950	1372	2404	1000	957	9319	9344	7931	
75 ans et +	911	796	128	662	1144	370	163	4028	4477	3626	
<i>en pourcentage</i>											
0 à 14 ans	22,2	23,7	26,3	22,4	20,6	25,1	28,4	23,9	24,0	22,8	
15 à 29 ans	20,8	21,6	20,0	20,1	24,0	21,2	20,8	21,5	22,2	24,2	
30 à 44 ans	22,2	19,7	29,0	19,3	25,7	24,7	30,3	24,5	24,3	23,8	
45 à 59 ans	17,1	19,2	16,5	18,5	16,8	17,3	14,4	17,0	16,7	17,4	
60 à 74 ans	12,5	11,1	7,4	13,2	8,7	8,5	5,2	9,0	8,7	8,1	
75 ans et +	5,1	4,7	1,7	6,4	4,1	3,1	0,9	3,7	4,2	3,7	

	Delauay Beilleville Sémaré	Floreal Allende Mutuelle	Pleyel Confluence	Joliot Curie Lamazé Cosmonautes	Grand Centre Ville	Franc Moisin Bel Air Stade de France	La Plaine	Commune	Commune 2013	Commune 2011
INDICATEUR DE NATIONALITE										
<i>en effectifs</i>										
français	13492	19333	4659	7045	9297	7316	12772	79597	79533	
étrangers	4199	4136	2785	3349	3282	4451	5906	36116	32114	
immigrés	5768	5716	2969	4213	10868	5349	6636	42659	41301	39396
<i>en pourcentages</i>										
français	76,3	74,3	62,6	67,8	66,3	62,2	69,9	68,4	69,9	70,2
étrangers	23,7	25,7	37,4	32,2	33,7	37,8	30,1	31,6	31,2	29,9
immigrés	32,6	35,6	39,7	40,5	39,4	45,5	36,3	38,4	37,9	36,5
MENAGES										
nombre total de ménages										
<i>en effectifs</i>										
ménages composés d'1 personne	2564	1825	1014	1272	5107	1512	1894	15552	15001	14531
<i>en pourcentages</i>										
ménages composés d'1 personne	36,1	31,3	33,8	33,5	42,4	33,2	27,9	35,7	35,2	34,8
DATES D'EMMENAGEMENT DES MENAGES										
total des ménages										
<i>en effectifs</i>										
ménages emménagés depuis 10 ans et plus	3517	3017	804	1975	4281	1909	1430	16911	32703	16653
ménages emménagés entre 2 et 9 ans	2887	2288	1705	1432	5720	2714	4409	20778	19923	19714
ménages emménagés depuis moins de 2 ans	702	532	489	356	2041	476	983	5912	6388	6408

	Delaunay Belleville Sémar	Florséal Allende Mutuelle	Pleyel Confluence	Joliot Curie Lamazé Cosmonautes	Grand Centre Ville	Franc Moisin Bel Air Stade de France	La Plaine	Commune
FORMATION DE LA POPULATION AGÉE DE 15 ans et +								
Population de 15 ans ou plus en pourcentage	13781	12258	5495	8052	27659	8808	13077	89035
études en cours	14,8	15,3	12,4	13,8	14,5	14,2	13,0	14,0
Sans qualifications*	36,9	41,1	34,5	46,7	35,4	44,4	29,7	38,1
CAP - BEP	16,0	15,0	13,1	13,6	11,8	12,7	12,3	13,3
BAC	13,5	12,8	14,6	13,8	12,4	13,8	16,4	13,7
Enseignement supérieur	18,6	15,8	25,2	13,5	24,6	15,5	28,6	20,9
taux études en cours chez les 19/24 ans	96,3	97,3	95,1	95,1	91,9	94,6	95,9	94,7
taux études en cours chez les 18/24 ans	51,5	52,9	53,0	49,7	51,6	49,2	50,7	51,2
<i>sans qualification= aucun diplôme+CEP+BEPC+DNE parmi la population non scolarisée de 15 ans et +</i>								
ACTIVITE								
POPULATION ACTIVE (15 ans et +)								
population active ensemble (actifs ayant un emploi + chômeurs + militaires du contingent)	8548	7620	3951	4755	14759	5737	9913	55785
population active hommes	4251	4012	2206	2589	7729	3251	5433	30384
population active femmes	4296	3609	1745	2177	6440	2476	4480	25359
population de 15 ans ou plus ensemble	13781	12258	5495	8052	27659	8808	13077	89035
population de 15 ans ou plus hommes	6467	5956	2871	3553	11028	4576	6881	43050
population de 15 ans ou plus femmes	7314	6301	2625	4499	10742	4233	6186	41986
taux d'activité (pop active parmi la pop de 15 ans et +)	62,0	62,2	71,9	59,1	64,8	65,1	75,8	65,6
taux d'activité des hommes	65,7	67,4	76,9	65,5	69,5	71,3	78,9	70,6
taux d'activité des femmes	58,7	57,3	65,5	53,0	60,0	58,5	72,4	60,4
taux d'activité des 15-24 ans	40,8	40,4	42,9	40,0	44,2	36,0	43,5	41,4

	Delaunay Belleville Sémar	Floreal Allende Mutuelle	Pleyel Confluence	Joliot Curie Lamazé Cosmonautes	Grand Centre Ville	Franc Moisin Bel Air Stade de France	La Plaine	Commune
CONDITIONS D'EMPLOI DES ACTIFS AYANT UN EMPLOI								
[15 ans et +]								
actifs ayant un emploi total	6632	5794	3102	3613	10678	4238	7686	42707
actifs ayant un emploi hommes	3257	3076	1725	1990	5744	2426	4270	30384
actifs ayant un emploi femmes	3375	2718	1377	1623	4934	1812	3416	25358
taux d'actifs occupés parmi la pop active 15 ans et +	77,6	76,0	78,5	75,8	75,4	73,9	77,5	76,6
STATUT - CONDITIONS D'EMPLOI (15 ans et +)								
salariés	6241	5468	2795	3430	9707	3887	7051	39453
non salariés	391	326	307	183	971	351	635	3245
taux de salariés	94,1	94,4	90,1	94,9	90,9	91,7	91,7	92,4
taux de non salariés	5,9	5,6	9,9	5,1	9,1	8,3	8,3	7,6
SALARIES SELON LE STATUT D'EMPLOI (15 ans et +)								
<i>en effectifs</i>								
titulaire fonction publique + CDI	5162	4545	2290	2850	7685	3169	5961	32461
CCO (1)	736	618	382	388	1412	385	767	4758
placés par une agence d'intérim (2)	144	135	44	63	278	165	141	1002
emplois aidés (CES, emploi-jeune...) (3)	47	41	19	21	67	34	21	250
apprentis sous contrat (4) + stagiaires rémunérés	162	129	60	122	285	94	161	982
total salariés	6241	5468	2795	3430	9707	3887	7051	39453
sous-total emplois précaires (1)+(2)+(3)+(4)	1079	922	505	581	2022	658	1090	6392
<i>en pourcentage</i>								
titulaire fonction publique + CDI	82,7	83,1	81,9	83,1	79,2	82,0	84,5	82,3
CCO (1)	11,8	11,3	13,7	10,7	14,5	9,9	10,9	12,1
placés par une agence d'intérim (2)	2,3	2,5	1,6	2,0	2,9	4,8	2,0	2,5
emplois aidés (CES, emploi-jeune...) (3)	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,9	0,3	0,6
apprentis sous contrat (4) + stagiaires rémunérés	2,4	2,4	2,2	3,5	2,7	2,4	2,3	2,5
sous-total emplois précaires (1)+(2)+(3)+(4)	17,3	16,9	18,1	16,9	20,8	18,0	15,5	17,7

	Delaunay Belleville Sémar	Floral Allende Mutuelle	Pleyel Confluence	Joliot Curie Lamaze Cosmonautes	Grand Centre Ville	Franç Moisin Bel Air Stade de France	La Plaine	Commune
SALARIES A TEMPS COMPLET OU PARTIEL (15 ans ou +)								
<i>en effectifs</i>								
ensemble à temps complet	9007	4497	2250	2851	7992	3198	5927	32019
hommes à temps complet	2564	2493	1323	1638	4276	1875	3361	19102
femmes à temps complet	2442	2004	927	1212	3366	1322	2566	13917
ensemble à temps partiel	1234	971	545	580	2125	689	1124	7434
hommes à temps partiel	388	339	193	227	933	274	425	2323
femmes à temps partiel	846	631	352	352	1182	415	699	4511
<i>en pourcentage</i>								
ensemble à temps complet	80,2	82,2	80,5	83,1	78,1	82,3	84,1	81,2
hommes à temps complet	88,8	88,0	87,3	87,8	81,9	87,2	88,8	86,1
femmes à temps complet	74,3	76,0	72,5	77,5	73,8	76,1	78,6	75,5
ensemble à temps partiel	19,8	17,8	19,5	16,9	21,9	17,7	15,9	18,8
hommes à temps partiel	13,2	12,0	12,7	12,2	18,1	12,8	11,2	13,9
femmes à temps partiel	25,7	24,0	27,5	22,5	26,2	23,9	21,4	24,5
CSP DES ACTIFS DE 15 A 64 ANS (%)								
artisans/commerçants/ chefs d'entreprise	3,0	3,3	5,4	3,8	4,3	4,8	4,5	4,3
cadres/ chefs d'entreprise	10,6	7,5	14,2	6,7	16,0	8,0	16,3	12,2
professions intermédiaires	22,7	19,0	21,1	18,7	21,0	16,0	23,9	20,4
employés	39,9	43,6	33,4	39,7	33,4	39,0	34,0	37,1
ouvriers	23,9	27,6	25,9	31,1	25,2	32,2	21,3	26,0
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
NAVETTES DOMICILE - TRAVAIL								
<i>en effectifs</i>								
total ayant un emploi	6532	5794	3102	3613	10678	4238	7686	42707
travail - résidence même commune	1967	1603	763	1097	2893	1059	1795	11712
travail - résidence même département	951	998	398	516	1543	673	1121	6395
travail - résidence même région autre que département	3627	3149	1804	1926	6072	2427	4695	24133
travail - résidence autres cas	46	45	38	73	170	80	85	538
sous-total deux communes différentes	4685	4191	2340	2516	7795	3160	5891	30966

	Delaunay Belleville Sémard	Floral Allende Mutuelle	Pleyel Confluence	Joliot Curie Lamazé Cosmonautes	Grand Centre Ville	Franc Moisin Bel Air Stade de France	La Plaine	Commune
<i>en % sur la population</i>								
total ayant un emploi								
travail-résidence même commune	29,7	27,7	24,6	30,4	27,1	25,0	23,4	27,4
travail - résidence même département	14,9	17,2	12,8	14,3	14,4	16,9	14,6	14,8
travail - résidence même région autre que département	54,7	54,3	61,4	53,3	56,9	57,3	61,0	56,5
travail - résidence autres cas	0,7	0,8	1,2	2,0	1,6	1,9	1,1	1,3
sous-total deux communes différentes	70,3	72,3	75,4	69,6	72,9	75,0	76,6	72,6
<i>si ravelles effectuées en transports en commun</i>	60,9	55,6	60,7	56,4	65,9	63,9	57,2	59,7
CHOMAGE DES 15-64 ANS								
nombre de chômeurs* recensés total	196	327	849	1163	3490	1499	2227	13045
nombre de chômeurs recensés hommes	994	936	491	599	1965	834	1223	7720
nombre de chômeurs recensés femmes	921	691	367	564	1505	664	1004	5925
taux de chômage total	22,6	24,5	21,6	25,0	24,8	26,3	22,6	23,7
taux de chômage hommes	23,5	24,1	21,9	24,4	25,9	25,8	22,7	23,9
taux de chômage femmes	21,6	24,9	21,2	25,6	23,5	26,9	22,4	23,5
actifs de 15 à 24 ans	969	989	349	572	1693	553	913	6054
chômeurs de 15 à 24 ans	410	405	116	237	692	261	373	2504
taux de chômage des 15 à 24 ans	42,3	41,7	33,2	41,4	40,9	47,2	40,9	41,4
taux de chômage rapportés à la classe d'âge 15 à 24 ans	17,3	16,8	14,3	16,6	18,1	17,0	17,8	17,1
<i>*taux sur la base de recensement = concerne se déclarant chômeurs, inscrite sur liste d'attente, inscrite sur liste d'attente à l'étranger</i>								
LOGEMENT								
TYPE DE LOGEMENT								
nombre total de logements	7472	6116	3309	4061	13207	4823	7379	46934
<i>en effectifs</i>								
nombre de résidences principales	7107	5837	2986	3603	12041	4659	6822	43600
logements occasionnels et secondaires	23	15	38	31	98	12	62	279
logements vacants	343	264	273	228	1168	263	495	3055
<i>en % sur la population</i>								
résidences principales	95,1	95,4	90,6	89,6	90,5	94,3	92,5	92,9
logements occasionnels et secondaires	0,3	0,2	1,2	0,8	0,7	0,2	0,8	0,6
logements vacants	4,6	4,3	8,2	5,6	8,8	5,4	6,7	6,5

RESIDENCES PRINCIPALES	Delaunay Belleville Sémard	Floreal Allende Mutuelle	Pleyel Confluence	Joliot Curie Lamaze Cosmonautes	Grand Centre Ville	Franc Moisin Bel Air Stade de France	La Plaine	Commune
STATUT D'OCCUPATION								
total résidences principales	7107	5637	2598	3803	12041	4659	6822	43600
<i>en effectifs</i>								
résidences principales occupées par les propriétaires	1664	1263	874	1185	2792	734	1798	10206
résidences principales occupées par un locataire ou ss loc.	5362	4512	2095	2681	9013	3769	4667	32400
dont locations, sous locations considérées par les habitants : comme des locations en HLM comme des locations non HLM	3880 1471	3436 1076	565 1500	1893 688	3170 5903	2364 1395	1869 2798	10167 16333
logé gratuitement	181	62	30	37	235	65	367	994
<i>en pourcentage</i>								
résidences principales occupées par les propriétaires	22,0	21,6	29,1	31,2	23,2	16,1	26,4	23,4
résidences principales occupées par un locataire ou ss loc.	75,4	77,3	69,9	67,9	74,9	82,5	68,4	74,3
dont résidences principales considérées par les habitants comme étant des HLM en location	54,7 20,7	58,9 18,4	18,8 51,0	49,8 18,1	25,8 49,0	51,9 30,6	27,4 41,0	38,1 36,2
résidences principales en localité non HLM	2,5	1,1	1,0	1,0	2,0	1,4	5,2	2,3
logé gratuitement								
TAILLE								
<i>en effectifs</i>								
résidences principales comportant 1 ou 2 pièces	2567	1694	1662	1072	6368	2261	2874	18860
résidences principales comportant 3 à 4 pièces	4033	3491	1300	2318	4917	2021	3670	21626
résidences principales comportant 5 pièces ou plus	506	652	136	413	755	276	378	3114
<i>en pourcentage</i>								
résidences principales comportant 1 ou 2 pièces	36,1	29,0	52,1	28,2	52,9	49,6	42,1	43,3
résidences principales comportant 3 à 4 pièces	56,7	59,8	43,4	61,0	40,8	44,3	52,3	49,6
résidences principales comportant 5 pièces ou plus	7,1	11,2	4,5	10,9	6,3	6,1	5,5	7,1
taux moyen d'occupation des résidences principales	2,49	2,70	2,46	2,61	2,24	2,58	2,67	2,44
CONFORT MINIMUM								
<i>en effectifs</i>								
résidences principales avec salle de bain dotée de baignoire ou douche	6665	5243	2684	3457	10649	4129	6366	39607
<i>en pourcentage</i>								
résidences principales avec salle de bain dotée de baignoire ou douche	93,8	89,8	89,5	90,9	88,4	90,6	93,3	90,8

Evolution semestrielle des allocataires du RSA

Au 1^{er} juillet 2009, le dispositif du RSA (revenu de solidarité active) a remplacé celui du RMI (revenu minimum d'insertion) et de l'API (allocation Parent Isolé). Les bénéficiaires du RSA correspondent aux anciens bénéficiaires du RMI, de l'API auxquels s'ajoutent les « travailleurs pauvres ». Seuls les allocataires du RSA socle, sans revenus, pouvaient disposer du RMI avant réforme.

Parce qu'il a pour conséquence de modifier les droits d'accès et les nomenclatures, le nouveau dispositif du RSA rend difficile la lecture et l'interprétation des données disponibles. En effet, le RSA ne se substitue pas au RMI, il est à priori ouvert à un public plus large. Les bénéficiaires du RSA peuvent être également d'anciens bénéficiaires de l'allocation parent isolé (API). Enfin, certains « travailleurs pauvres » peuvent aussi émarger au dispositif RSA, de même que les personnes dont la précarité est liée à la composition familiale du foyer. Il est donc aujourd'hui impossible de comparer les données sur de longues périodes.

Trois catégories du RSA

Les allocataires du « **RSA socle seul** » n'ont pas de revenus du travail. Avant la mesure RSA, ils pouvaient bénéficier du RMI s'ils étaient âgés de plus de 25 ans, ou de l'API s'ils étaient en situation de parent isolé ou de jeunes émancipés ; ils se rapprochent le plus des bénéficiaires du dispositif RMI.

Les allocataires du « **RSA socle + activité** » ont de faibles revenus du travail. Avant la mise en place du RSA, ils pouvaient également bénéficier du RMI ou de l'API. Cependant, au-delà de la période d'intéressement, le bénéfice de leurs revenus du travail aurait été intégralement annulé par une baisse équivalente du RMI ou de l'API.

Les allocataires du « **RSA activité** » ont des revenus du travail modestes qui, avant la mise en place du RSA, ne donnaient lieu à aucun soutien financier.

Rappelons qu'à la fin du dispositif RMI, en juin 2009, la ville comptait 4209 bénéficiaires

La prime d'activité

La Prime d'activité est versée par la CAF, au 1er janvier 2016 elle remplace le Rsa « Activité » et la Prime pour l'emploi. Cette aide financière vise à encourager l'activité et à soutenir le pouvoir d'achat des travailleurs aux ressources modestes. Elle est calculée sur la base des ressources de

l'ensemble des membres du foyer : revenus, pension alimentaire, rentes, indemnités de chômage et autres prestations sociales sont pris en compte dans son calcul. Elle peut être versée à plusieurs membres du foyer s'ils travaillent et remplissent les conditions.

Les allocataires du RSA et de la PPA en 2018

En décembre 2018, on compte 12386 bénéficiaires RSA et PPA. Sur une année, la tendance est à l'augmentation du nombre des bénéficiaires du RSA (+884 soit + 7,7%), principalement des allocataires de la PPA.

Saint Denis	dec-2018		dec-2017	
	total	%	total	%
RSA	6214	50,2%	6089	52,9%
PPA	5028	40,6%	4517	39,3%
Rsa + PPA	1144	9,2%	896	7,8%
total RSA PPA	12386	100%	11502	100%

Source: CAF 93

Caractéristiques des bénéficiaires du RSA et PPA en juin 2018

(toutes catégories)

Les bénéficiaires du RSA+ PPA sont principalement sans revenu professionnel : à titre indicatif, 4924 se déclarent sans activité, 654 chômeurs indemnisés et 1601 chômeurs non indemnisés. 4743 bénéficiaires (38,3%) sont en activité professionnelle.

40,6% des allocataires soit 5028 personnes sont dans ce dispositif au registre d'une compensation financière à leurs revenus d'activités modestes (PPA). Ces allocataires relevaient auparavant soit du RSA Activité, soit de la prime pour l'emploi (PPE), ils ont basculés dans le dispositif PPA ; il peut s'agir aussi de nouveaux allocataires.

9,2% des allocataires bénéficient du RSA + PPA compte tenu de leurs faibles revenus du travail.

Situation familiale

Parmi les 12386 allocataires RSA et PPA, 9292 vivent sans conjoint avec ou sans enfant (75%). Parmi ces personnes se déclarant sans conjoint : 29,1% vivent seules avec un à trois enfants (2705), principalement des femmes.

195 allocataires vivent seuls avec quatre enfants et plus (2,1%).

Socio-démographie

En décembre 2018, la population couverte³² par le RSA et PPA représente un total de 27285 personnes (soit 12482 (RSA) ; 12008 (PPA) ; 2795 (RSA+PPA)).

Si on la compare à la population de décembre 2017, la population couverte a progressé de 1851 personnes (+7,3%), principalement au sein des ménages percevant à la fois RSA et PPA (+27%).

En juin 2016, la population couverte par le RSA était de 23751 personnes (soit 21% de la population dionysienne). En décembre 2018, on estime que la population couverte par le RSA et la PPA représenterait environ 23%.

La population couverte par le dispositif PPA excède celle du seul RSA activité car elle comprend également les bénéficiaires de la prime pour l'emploi fléchés vers la prime d'activité.

	Populations couvertes RSA PPA			
	ensemble	RSA activité	RSA socle	RSA socle+activité
dec 2014	19720	4704	12809	2207
juin 2015	19954	5026	12576	2352
dec 2015	20484	5288	12688	2508
	ensemble	PPA	RSA	RSA + PPA
juin-16	23751	8983	12475	2293
dec 2016	24974	9702	12470	2254
juin 2017	24974	10394	12311	2269
dec 2017	25434	10763	12471	2200
juin-18	26732	11576	12706	2450
dec 2018	27285	12008	12482	2795
évol à 1 an	1851	1245	11	595
%	7,3	11,6	0,1	27,0

Nationalité

60,7% des allocataires du RSA PPA sont français (7515). Parmi les 4330 allocataires de nationalité étrangère, 52,8% n'ont pas de revenus du travail et relèvent du dispositif RSA (2286). C'est le cas de 50% des allocataires de nationalité française.

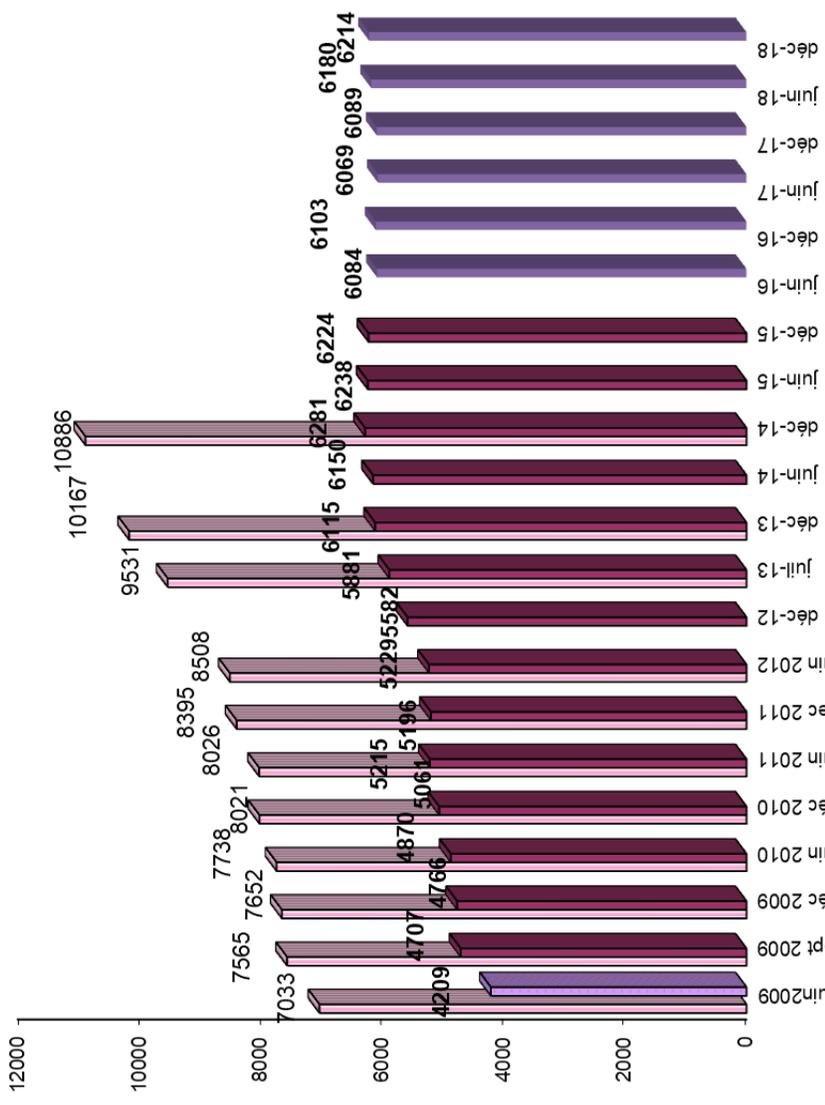
Montants moyens

Le montant mensuel moyen versé aux allocataires de la PPA est de 204,3 euros. Le montant mensuel moyen versé aux allocataires du RSA est de 534,9 euros

53,6% des allocataires RSA PPA disposent également d'une aide au logement (soit 6644 allocataires). Il s'agit principalement d'une APL (pour 4127 allocataires). 25,8% des allocataires RSA PPA sont hébergés (3200 allocataires)

33,2% des bénéficiaires sont allocataires depuis trois ans et plus, (dont 1552, soit 12,5% depuis 9 ans et plus).

³² C'est-à-dire les bénéficiaires + les « autres à charges ».



effectifs	RMI	SA	Soc	DERM	RSA
juin 2009	4209			7033	
sept 2009		4707		7565	
déc 2009		4766		7652	
juin 2010		4870		7738	
déc 2010		5061		8021	
juin 2011		5215		8026	
dec 2011		5196		8395	
juin 2012		5229		8508	
déc-12		5582		8508	
juil-13		5881		9531	
déc-13		6115		10167	
juin-14		6150		10167	
déc-14		6281		10886	
juin-15		6238		10886	
déc-15		6224		10886	
juin-16		6084		10886	6084
déc-16		6103		10886	6103
juin-17		6069		10886	6069
déc-17		6089		10886	6089
juin-18		6180		10886	6180
déc-18		6214		10886	6214
source: Caf, Pôle emploi					
évolution rsa 2018-2017					2,1



Sommaire des précédents numéros

SDFM 69, Mai 2019 – Cultures

Les droits culturels, un enjeu de politique publique démocratique, Anne Aubry, Christelle Blouët, Réseau culture 21 - *Les publics du cinéma l'Écran*, Christine Bellavoine, secteur des études locales - *Numérique et pratiques théâtrales des spectateurs du TGP*, Christine Bellavoine, secteur des études locales

SDFM 68, juillet 2018 – Atelier socio-urbain Basilique2/2

La Basilique et la république, Saint-Denis en rénovation, 1943-1998 Sébastien Radouan, école nationale supérieure d'architecture, Nantes – *La résidentialisation des îlots 1 et 4 Atelier de recherche* (master urbanisme) université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

SDFM 67, Janvier 2018 – Travail

Repenser l'activité de travail au cœur des organisations, Christian Dutertre, directeur scientifique ATEMIS - *Travailler dans les écoles*, Christine Bellavoine, secteur des études locales; Luc Chelly, Estelle Durand, *Entreprendre et Comprendre* - *Les métiers de l'accueil*, Christine Bellavoine, et Laura Denis, mairie de Saint-Denis

SDFM 66, Juin 2017 – Socio-démographie 2013 et projections de population 2026

Saint-Denis, les évolutions sociodémographiques 1999-2008-2013, Nadège Turpin, secteur des études locales – *La Seine-Saint-Denis en 2026, projections de population Synthèse de l'étude de Cédric Poissonnet*, Nadège Turpin, secteur des études locales

Sommaire

Socio-démographie

page 9 **Saint-Denis, 15 ans d'évolutions
sociodémographiques**
Nadège Turpin, secteur des études locales

page 37 **Tableaux et chiffres complémentaires**

Habitants et activité

page 54 **Evolution semestrielle des allocataires du RSA**
Secteur des études locales

page 58 **Au sommaire des précédents numéros**

Secteur des études locales

Mairie de Saint-Denis - BP 269 - 93205 SAINT-DENIS CEDEX 1
tél. 01 49 33 69 01 - fax. 01 49 33 66 33
christine.bellavoine@ville-saint-denis.fr